

**MASTER 1 « Urbanisme et  
Aménagement » Mémoire de 1<sup>ère</sup> année**

**Les émeutes et leur influence  
sur l'espace urbain**

Etude des réponses des politiques publiques à Trappes

Etudiante : Julianna Trogneux

Directrice de mémoire : Lauren Dixon

**2024-2025**

## **Remerciements**

Ce mémoire est l'aboutissement d'une année de recherches, riche en apprentissages et en découvertes sur un sujet qui me passionne depuis plusieurs années. C'est la fin d'un chapitre important dans mon parcours d'étudiante. Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans un bon nombre de personnes à qui je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères.

Je tiens en premier lieu à remercier profondément mon encadrante, Lauren Dixon pour m'avoir fait confiance et suivi tout au long de ce mémoire en me transmettant de l'enthousiasme sur mon sujet.

Je souhaite également remercier les personnes qui ont accepté de s'entretenir avec moi afin de faire vivre ce mémoire sous de réels témoignages: Aliénor Ebling (adjointe en charge des solidarités, de la lutte contre l'exclusion et des relations entre générations), Elodie Furic (directrice de l'aménagement et de l'urbanisme de Trappes), Valérie Kheirat (chef de projet renouvellement urbain à SQY), Arnaud Moga (responsable de projets de renouvellement urbain à SQY), Djamel Arichi (adjoint en charge de l'urbanisme et de l'amélioration des services aux habitants), Gérard Girardon (adjoint en charge de la tranquillité publique), Julien Potard (chef de la police municipale de Trappes) et Sylvain Magniez (major de police et référent sûreté). Grâce à vous, j'ai pu obtenir des informations cruciales et concrètes pour ce travail.

Un immense merci à ma famille qui m'a soutenu lors des sessions d'écritures et qui m'a accompagné sur les sorties de terrain. Ma famille a été tout aussi passionnée que moi par le sujet!

Je souhaite terminer en remerciant toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à ce mémoire. Merci.

## **Sommaire**

<b>Remerciements</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>12</b>
<b>I Comprendre les émeutes de 2023 à Trappes, de leurs origines à leurs effets</b>	<b>14</b>
1. Un contexte local sous tension: le déclenchement des violences	14
2. L'intensification du conflit et conséquences immédiates pour la ville	20
3. Impacts urbains et sociaux, le retour au calme laisse des traces	25
<b>II Réponses publiques face à la crise à Trappes: entre sécurité, transformation urbaine et action sociale</b>	<b>29</b>
1. Transformer l'espace urbain pour relever l'image de la ville	29
A. Retrouver une identité urbaine et architecturale	29
B. Le renouvellement urbain	33
C. L'étude de sûreté et de sécurité publique et vidéoprotection	38
2. Retisser le lien social après les violences	43
A. Un fort tissu associatif	43
B. Une politique de proximité	44
C. Un dialogue entre les forces de l'ordre et la jeunesse	47
D. La promotion de la culture	48
3. Des réponses hybrides plus ancrées dans le local	51
A. La mixité sociale	52
B. Des espaces créateurs de liens	54
C. Des tiers-lieux solidaires	58
<b>III Enjeux et perspectives des politiques publiques face aux émeutes</b>	<b>63</b>
1. Une gouvernance fragmentée des différents acteurs publics	63
2. Les limites des réponses publiques face aux émeutes	68
3. D'autres alternatives et pistes d'action pour une politique préventive et inclusive	74
<b>Conclusion</b>	<b>80</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>82</b>
<b>Annexes</b>	<b>85</b>

## **Introduction**

27 octobre 2005, Clichy-sous-Bois. Deux adolescents, Zyed Benna et Bouna Traoré, décèdent tragiquement après un refus d'obtempérer impliquant la police. S'ensuivent trois semaines de violences dans les rues et dans les quartiers de près de 300 communes de banlieues françaises. Les dégâts ont été estimés à 200 millions d'euros. Cette manifestation de tensions marque un tournant décisif dans ce qu'on appelle désormais les émeutes (Lapeyronnie et al., 2006).

Ce n'est pas la première fois que nous rencontrons ce terme dans les médias et dans les écrits scientifiques. Les premières violences dans les quartiers ont vu le jour en 1979 dans un quartier de banlieue à Vaulx en Velin suite à l'arrestation d'un jeune nommé Hakim. Cela reste toutefois un phénomène d'ampleur local car la médiatisation instantanée n'existe pas encore. Ces émeutes débouchent sur l'été chaud des Minguettes en 1981, toujours dans la banlieue lyonnaise. Des voitures sont brûlées, la police et les jeunes habitants des quartiers s'affrontent.

27 juin 2023, Nanterre. Nahel Merzouk, adolescent de 17 ans, est tué à bout portant par un policier après un refus d'obtempérer. Le soir même des violences urbaines éclatent dans les quartiers d'Ile de France mais également à Bordeaux, Lille, Creil et Roubaix. L'information se diffuse rapidement, à la seconde même, et la médiatisation est forte. Les événements durent huit jours mais les tensions se font encore ressentir quelques mois après.

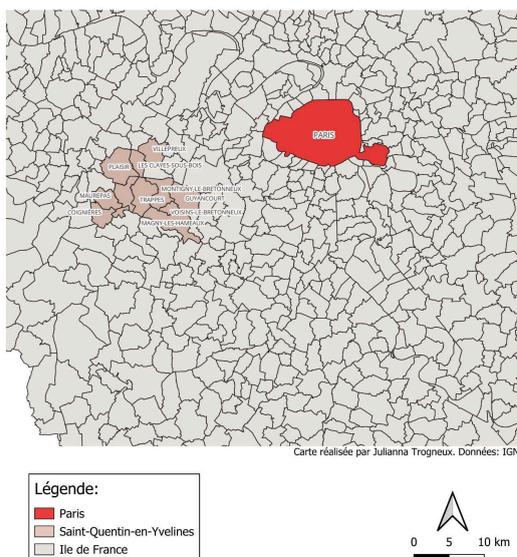
Il n'y a pas que les grandes villes qui s'embrasent, les petites et moyennes communes sont aussi touchées par des mouvements d'émeutes: Trappes notamment.

Trappes, ville des Yvelines, est peuplée de plus de 33 000 habitants et présente une configuration très commune des banlieues populaires d'Ile-de-France. La ville est caractérisée par un très fort taux de logements sociaux (60,5%) mais aussi par un fort taux de pauvreté, en particulier chez les jeunes qui constituent près de la moitié de la population. Des éléments qui font de Trappes une ville sensible,

marquée par de très fortes inégalités sociales et territoriales. Elle est régulièrement citée dans les médias pour des faits de violence ou de délinquance, aggravés par sa participation aux émeutes de 2005 à 2023..

Trappes fait partie de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et a fait l'objet de plusieurs projets de renouvellement urbain, notamment au quartier des Merisiers et de la Plaine de Neauphle. Ces actions ont pour objectif de réduire les situations d'isolement, de ségrégation spatiale et de stigmatisation. Choisir cette ville comme étude de cas permet alors de s'interroger sur ce que les politiques publiques déploient face à des territoires où l'accumulation de vulnérabilités, à la fois sociales, urbaines et institutionnelles règne.

Localisation du territoire



Localisation de Trappes



*Figures 1 et 2: Cartes de localisation de Trappes dans son agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines.*

*Réalisation: Julianna Trogneux*

## Carte de Trappes, un espace urbain en modification

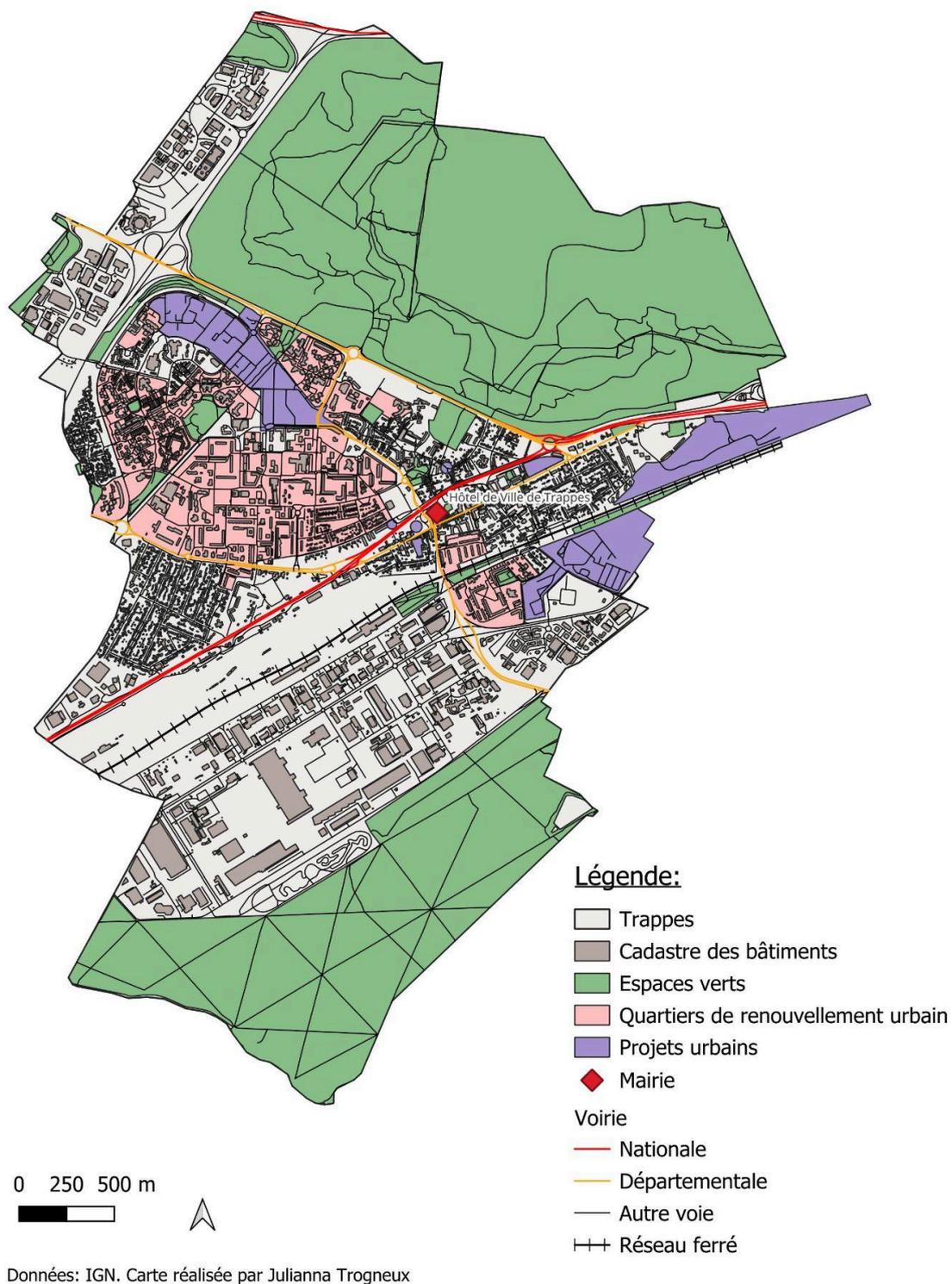


Figure 3: Carte de Trappes, ses projets urbains et son environnement. Réalisation: Julianna Trogneux

## Les émeutes, des violences comme une forme d'expression politique désordonnée

Les violences urbaines ne sont pas un concept nouveau. Elles ont plusieurs facteurs et de nombreuses conséquences. De nombreux auteurs ont pu débattre des émeutes, parfois en écrivant un discours stigmatisant ou en restant plus neutre.

Les violences urbaines sont définies par les dictionnaires français comme un soulèvement populaire incluant de la violence. L'auteur Laurent Mucchielli rappelle que le mot émeute est dérivé du verbe émouvoir.

Pour certains, les émeutes sont une action collective et politique (Lapeyronnie, 2006). Pour d'autres ce sont uniquement des excès des violences qui n'ont pas de réelles intentions derrière autre que détruire comme Valérie Sala Pala (2012) l'a mis en évidence en interrogeant des jeunes qui parlent de "jeux" irresponsables et de stupidité. Les émeutiers sont majoritairement les jeunes des quartiers de banlieue qui sont dans les rues pour exprimer leurs ressentiments. Pour créer une émeute, il faut une densité forte du quartier ce qui est le cas des zones sensibles et des quartiers prioritaires (Sébastien Roché, 2006).

Nous parlons bien de démonstration, les émeutes sont des soulèvements qui ont plusieurs facteurs. Ceux-là sont au cœur des intérêts de certains émeutiers.

Il y a tout d'abord des facteurs sociaux comme la précarité, le chômage et les inégalités éducatives qui touchent beaucoup les jeunes des quartiers dits prioritaires ou sensibles. Selon Hugues Lagrange (2008), les quartiers les plus pauvres concentrent le plus d'émeutes. Cet auteur met en évidence les conditions économiques des villes et quartiers subissant des émeutes, il évoque également que même s'il y a eu des améliorations dans le chômage, les jeunes de ces quartiers qui sont allés jusqu'au baccalauréat ou plus sont les plus discriminés par le marché de l'emploi. Ce sont aussi des jeunes qui ne se sentent pas inclus dans le cadre éducatif de l'école.

Les facteurs politiques et institutionnels sont tout aussi importants. Les jeunes critiquent les institutions comme la police et dénoncent leur exclusion au champ

politique (Pala, s. d.). La relation des émeutiers avec les forces de police est assez tumultueuse, les violences sont régulièrement dirigées vers les commissariats et les policiers. “Enfin, tous disent que la source quotidienne de leur sentiment d’injustice et d’humiliation est leur relation avec la police, avec moult récits” (Mucchielli, 2006). C’est un enjeu d’autant plus marquant quand on sait que les émeutes commencent le plus souvent par un élément déclencheur tel que la mort d’un jeune de quartier par un policier.

De plus, il y a des facteurs spatiaux et urbains davantage visibles et forts dans les quartiers prioritaires de la ville et ceux qu’on appelle quartiers sensibles. Aujourd’hui plusieurs acronymes apparaissent pour parler des quartiers les plus en difficultés: quartier sensible, quartier prioritaire de la ville.

Selon la loi du 14 novembre 1996 du pacte de relance pour la ville, la politique de la ville a mis en oeuvre trois niveaux d’intervention dits “quartiers prioritaires”: les zones urbaines sensibles (ZUS), les zones de redynamisation urbaine (ZRU) et les zones franches urbaines (ZFU). Les ZUS permettent aux politiques publiques d’affirmer des aides aux logements, à l’économie et au cadre de vie citoyen (Couppié et al., 2010). Thomas Couppié s’interroge sur l’efficacité de ces quartiers de la politique de la ville car depuis 1996 la politique du logement et de l’économie n’a pas permis de réduire la ségrégation socio-spatiale. “le caractère stigmatisant de l’appartenance à ces quartiers” (Thomas Couppié, 2010). En effet, nous assistons parfois à un effet négatif de ces ZUS qui tendent à perpétuer les effets du chômage, de la précarité et des difficultés d’accès à l’éducation. Dans le rapport de recherche de Michel Destefanis, *Dans une zone urbaine sensible: les acteurs de l’éducation et de l’insertion des jeunes “en difficulté”*, il met en évidence plusieurs enjeux autour des ZUS: la crise du logement avec un fort taux de logements sociaux, un inégal accès à l’emploi et aux formations, un faible taux d’accès à l’éducation et de réussite, une forte précarité.

Ces quartiers prioritaires sont également marqués par une position et une géographie dégradées. L’enclavement est à la fois le résultat de la ségrégation sociale et de la géographie des quartiers qui se replie sur eux-même. Ces quartiers sont souvent isolés et enclavés par rapport au reste de leur ville. Parfois il

n'y a qu'une seule voie d'entrée ou de sortie comme dans le quartier du Bois de l'Étang de la Verrière (78) uniquement accessible par une seule voie. Ce sont également des tours d'immeubles d'habitations qui se font face sans réelles ouvertures vers l'extérieur du quartier. Il n'y a pas forcément de continuité paysagère et architecturale entre les quartiers prioritaires de la ville et le reste du territoire (Boquet, 2008).

Les violences urbaines s'inscrivent dans une dynamique complexe où s'entremêlent des facteurs sociaux, politiques et spatiaux. Elles ne sont ni un événement spontané dénué de sens ni une simple expression de violence incontrôlée, mais bien le résultat de tensions profondes au sein des quartiers défavorisés. Les analyses des auteurs montrent que la précarité, la discrimination, le rapport conflictuel avec les institutions et l'enclavement territorial participent à l'instauration de ce climat conflictuel et à l'élaboration de ces révoltes. Ces éléments soulignent le besoin d'une réflexion approfondie sur les réponses à apporter pour prévenir ces émeutes et améliorer durablement le cadre de vie des quartiers concernés.

### Les politiques urbaines connues comme réponses aux problématiques des banlieues

Quelques politiques urbaines sont connues pour apparaître dans ces quartiers prioritaires de la ville (QPV), comme la rénovation urbaine ou l'urbanisme situationnel.

La rénovation urbaine a pour objectif de changer l'image des quartiers, de transformer les conditions de vie des habitants et (re)créer de la mixité sociale (Gosselin, 2015). En France, la politique de rénovation urbaine apparaît dans un cadre d'insécurité et de délinquance. C'est également les grands ensembles qui sont en marge des problèmes. Selon Oscar Newman (1973-1996), l'insécurité et les dysfonctionnements urbains sont liés à la forme urbaine des grands ensembles qui empêchent toute aménité et favorisant le repli sur soi.

Cette rénovation urbaine est mise en œuvre à travers des programmes notamment le Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU aujourd'hui NPNRU) par

l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) lancé en 2004. La rénovation urbaine vise à améliorer l'habitat, l'espace public et les espaces naturels. "Les projets de renouvellement urbain s'inscrivent dans un processus de production collective entre les collectivités, l'État local, l'Anru et la maîtrise d'œuvre, avec une participation croissante de la société civile." (Collet & Koukoui, 2018). Cette collaboration permet de se rendre compte du contexte local pour garantir un urbanisme plus adapté au réel.

Les auteurs mettent souvent en avant le risque de gentrification de cette approche car les habitants d'origine sont exclus de leurs habitations au profit de logements en accession, il y a un déplacement des populations précaires vers d'autres quartiers marginalisés (Lelévrier, 2010). La rénovation urbaine implique alors un changement de culture et de mémoire collective des quartiers en faveur de l'amélioration de l'habitat, de la modernisation des infrastructures et d'une dynamisation économique.

C'est dans les années 90 que le concept d'origine anglo-saxon, prévention situationnelle, apparaît. Pour Camille Gosselin et le gouvernement français qui a initié la pratique, elle a pour ambition d'agir sur l'environnement physique pour empêcher le passage à l'acte délinquant. Cela passe par des études de sécurité et de sûreté sur les projets urbains, une présence physique de forces de l'ordre, des outils techniques correctifs et défensifs (éclairage, vidéoprotection, etc). C'est une notion assez nouvelle dans les métiers de la ville qui obtient un fort succès auprès des acteurs publics locaux qui veulent gérer l'insécurité au quotidien (Gosselin, 2018). Cela peut passer comme une forme de répression douce sur le terrain, un moyen de dissuader la délinquance et d'instaurer un climat et un cadre de vie calme.

Dans ce contexte, nous pouvons nous demander si les politiques de gestion des émeutes urbaines traduisent-elles une tension entre la volonté de transformation sociale et urbaine et une stratégie de contrôle et de répression?

Nous pouvons émettre les hypothèses suivantes:

Il y a une coordination insuffisante entre les acteurs publics (communautés locales, forces de l'ordre, services sociaux, Etat avec les collectivités) ce qui rend difficile la réalisation d'une réponse socialement cohérente. Les politiques de répression mises

en place après la crise se soucient en premier temps du rétablissement de l'ordre, sans prendre suffisamment en compte les causes sociales de la crise et avec une limitation des effets à long terme. Après les émeutes, les actions menées sont réactives et limitées à un instant T, sans planification, nous observons alors une insuffisance des moyens mis en œuvre pour transformer les conditions sociales et économiques de la ville. Le renouvellement urbain se fait sur le long terme et c'est un processus non seulement de renouvellement des espaces, mais aussi de transformation sociale des espaces publics. Néanmoins il n'y a pas d'efforts réguliers de coordination entre les différents acteurs publics et locaux lors de ce processus.

Les émeutes de 2023 en France et dans notre cas à Trappes ont fait de nombreux dégâts sur l'espace urbain. Elles ont soulevé des tensions importantes et des questionnements sur les réponses des politiques publiques face aux répercussions urbaines et sociales. Afin de comprendre le fonctionnement de ces événements et de ses effets, nous analyserons le sujet en trois parties. Dans un premier temps, nous retracerons l'historique des émeutes de 2023 à Trappes, depuis ses origines à son évolution avant d'analyser les conséquences immédiates sur l'espace urbain et la façon dont la ville a progressivement retrouvé son calme (1). Dans un second temps, nous nous intéresserons aux réponses des politiques publiques à Trappes en s'interrogeant d'abord sur les réponses urbaines puis sur les réponses sociales avant d'analyser les réponses ambivalentes en tenant compte de la spécificité du territoire (2). Enfin, nous élargirons notre réflexion en dézoomant sur les enjeux globaux et aux perspectives des politiques publiques face aux émeutes urbaines en France. Nous aborderons la question de la coordination des différents acteurs publics et des limites des réponses actuelles avant d'évoquer d'éventuelles autres pistes d'action à envisager dans l'avenir (3).

## **Méthodologie**

Pour répondre aux problématiques posées et aux différentes hypothèses, ce mémoire adopte une approche qualitative à travers l'analyse discursive, des entretiens semi-directifs et une observation de terrain. Le choix de ces méthodes s'inscrit dans une logique de saisir les discours des politiques publiques sur un espace donné.

L'étude se fonde, en premier lieu, sur une analyse documentaire et scientifique. Il y a eu un travail de lecture des archives numériques, des journaux et une documentation par photos et vidéos des émeutes qui se sont déroulées en 2023. De plus, de nombreuses lectures sur les différentes thématiques du sujet ont eu lieu. Ce sont ces lectures qui ont mené à formuler plusieurs questions qui forment ensuite une problématique.

Neufs entretiens semi-directifs ont été organisés avec des professionnels de l'urbanisme, des élus municipaux et des agents des forces de l'ordre. Ils ont été sélectionnés pour leur rôle clé dans la transformation urbaine mais également pour leurs visions d'un urbanisme plus sécuritaire et dans la gestion de l'ordre. Chaque entretien, d'une quarantaine de minutes en moyenne, a été enregistré avec l'accord des participants puis retranscrit à la main.

Une analyse discursive a porté sur les verbatim des entretiens mais aussi des discours des élus dans les médias, les journaux, les articles directement après les émeutes. Cette analyse des archives permet de faire une comparaison entre ce qui a été dit, ce qui a pu être promis et ce qui a réellement été mis en place.

Une observation directe a été menée dans l'ensemble de la commune de Trappes. L'observation a été d'autant plus bénéfique car elle s'est déroulée après les entretiens, les verbatims ont ainsi pu être vérifiés directement sur le terrain. Une observation participante a également été menée lors d'une réunion de concertation.

Bien que ce mémoire s'appuie sur une diversification des sources et des approches mobilisées pour la recherche, un certain nombre de limites doivent néanmoins être soulignées.

Tout d'abord, la phase d'entretiens a rencontré des difficultés de recrutement car certains professionnels sollicités n'ont pas donné suite. Le traitement des émeutes reste un sujet compliqué à aborder avec les professionnels entraînant des discours prudents parfois même formatés. Ces silences et troubles sont recueillis comme des données exploitables car ils démontrent un positionnement face aux violences urbaines.

De plus, l'observation directe des émeutes n'a pas pu être réalisée, celles-ci ayant eu lieu en 2023. La documentation iconographique sur les émeutes de Trappes est assez peu fournie. La rareté des photographies disponibles ou exploitables constitue une contrainte qui limite l'analyse iconographique ou la mise en contexte visuelle des événements.

Les limites énoncées ne remettent pas en cause les résultats de cette recherche mais doivent conduire à prendre de la distance.

Le choix de travailler sur les émeutes s'inscrit dans un intérêt personnel sur la combinaison entre dynamique urbaine et sociale dans un contexte de tensions sociales marquées sur l'espace. Ce sujet soulève des questions sur l'implication de la jeunesse, les logiques de développement et d'aménagement locales et la représentation des quartiers populaires.

En tant qu'Ignymontaine, les événements de 2023 m'ont personnellement touché et m'ont interpellé en tant que chercheuse. Ce lien de proximité représente une force et un défi. Dans un sens, il m'a permis d'avoir déjà une certaine connaissance des réalités locales et des enjeux urbains de l'agglomération. Dans un autre sens, ce lien a réclamé une posture réflexive constante pour prendre de la distance critique et éviter les biais à cause de la familiarité du terrain.

# **I Comprendre les émeutes de 2023 à Trappes, de leurs origines à leurs effets**

## **1. Un contexte local sous tension: le déclenchement des violences**

Avant d'analyser les réponses des politiques publiques aux émeutes, il est nécessaire de faire une chronologie des événements de 2023 notamment à Trappes. Cela permet de comprendre le déroulement et les origines des faits mais également leurs impacts sur l'espace urbain et comment nous revenons à un climat calme et un cadre de vie plus ou moins apaisé.

Au-delà des émeutes, Trappes est une ville de banlieue parisienne avec une situation socio-économique caractéristique de ces villes qui peuvent être vulnérables. Elle est souvent citée quand on parle de banlieues populaires car elle contient à la fois des difficultés économiques, une jeunesse abondante, une forte diversité culturelle mais également des tensions entre les habitants et les institutions politiques et policières. Selon l'INSEE, en 2021 elle concentrait 11,5% de chômeurs. Le chômage touche surtout les jeunes de moins de 25 ans qui subissent les effets du décrochage scolaire, des difficultés d'accès aux formations et à l'emploi. Le taux de pauvreté s'élevait à 17% pour des familles vivant parfois dans des conditions compliquées au sein de logements sociaux non adaptés. La population trappiste est très jeune avec 46% de moins de 30 ans, ce qui représente un fort défi économique et d'attractivité. Tout au long de son histoire, la ville a connu divers épisodes de violences urbaines et notamment de tensions avec les forces de l'ordre, alimentées par des contrôles jugés abusifs, des bavures réelles ou perçues, et un sentiment d'injustice très présent chez les jeunes. Tous ces aspects là ont contribué à instaurer un climat tendu avant l'été 2023. Le maire de Trappes, Ali Rabeh, rappelait en juin 2023 qu'il avait interpellé l'Etat avec plusieurs autres maires sur la situation des banlieues françaises. Ce n'est donc pas une surprise pour ces élus de voir leurs quartiers s'enflammer à l'été 2023.

Comme expliqué dans l'introduction, un jeune de banlieue a été tué en 2023 par un policier. Une vidéo amateur montrant les faits a été largement diffusée sur les

réseaux sociaux, contribuant à l'accroissement de l'onde de choc nationale. A Trappes, comme ailleurs, la mort de Nahel a ravivé des crises profondes: le racisme systémique perçu, la stigmatisation des populations racisées et des plus pauvres et les tensions avec la police. Pour les plus jeunes, ce moment fut considéré comme le symbole d'une violence institutionnelle. Cela les touche d'autant plus que Nahel aurait pu être l'un des leurs car c'était un jeune, issu de banlieue et tué dans un contexte de contrôle policier qu'ils subissent régulièrement. La colère est ainsi alimentée par un sentiment d'identification. Les banlieues qui étaient au bord de la crise s'échauffent le soir même. Certains habitants des quartiers sensibles sortent dans la rue pour rendre hommage à Nahel, d'autres pour montrer leur mécontentement et leur sentiment d'injustice avec les institutions étatiques. D'autres habitants viennent avec pour seul objectif: la violence. Cela ravive le débat de savoir quelle est la motivation première des émeutiers, la violence ou des considérations politiques et sociales. Les émeutiers promettaient des violences plus fortes qu'en 2005 afin de faire justice pour Nahel.



Figure 4: Photo de tags sur des murs à Trappes "Justice pour Nael", "C'est reparti comme en 2005".

Source: Info.fr

Dans un entretien réalisé avec le chef de la police municipale de Trappes, Monsieur Potard dit que le mode opératoire des émeutes se traduit par des groupes masqués équipés de mortiers qui détruisent le mobilier urbain, les véhicules de manière à attirer les forces de l'ordre pour en découvrir. "En général, c'est l'objectif premier, avoir un rapport de force entre les forces de l'ordre et en passant détruire tout ce

qu'ils peuvent". Il pense également que les médias permettent d'enflammer encore plus les banlieues car ils diffusent quotidiennement l'apologie des émeutes. "Je pense que si ce n'était pas diffusé sur les médias il y en aurait moins, c'est fort possible." (J.Potard, entretien du 23 janvier 2025).

En effet, lors de ces émeutes de 2023, les médias et notamment les réseaux sociaux ont joué un rôle amplificateur de tensions et de violences. Les images et vidéos de Nahel ont circulé massivement sur les réseaux sociaux ce qui rend l'évènement directement accessible pour tous. Les contenus sont devenus viraux dès les premières heures et ont amplifié les ressentiments des jeunes envers les institutions étatiques notamment policières. De plus, les réseaux sociaux comme Instagram, Tiktok, Snapchat et Facebook servaient d'outil logistique pour se donner rendez-vous à tel point et telle heure la nuit afin de diriger les émeutes. Les jeunes trappistes se sont organisés sur ces plateformes pour se donner des points de rassemblement, des horaires et une action précise. Parfois des comptes mettaient en avant des itinéraires, des "conseils" pour attaquer sans être interpellé, etc. Ces comptes sont le plus souvent anonymes et interagissent avec des *stories* de 24h ou moins ce qui rend la surveillance policière plus compliquée. L'émeute devient alors moins spontanée, plus stratégique, plus connectée et directe. Les réseaux sociaux sont de nouveaux acteurs à prendre en compte dans la compréhension des émeutes car leur utilisation soulève des questionnements quant à leur absence de modération, de régulation et de signalisation sur les contenus sensibles et illégaux. C'est avec ces moyens-là que les émeutiers de Trappes se sont donnés rendez-vous la première fois la nuit du 28 au 29 juin 2023.

A Trappes, les violences se sont concrétisées dès les premières heures. La ville n'a pas été la plus impactée de France mais elle a été l'un des territoires les plus marqués par les émeutes dans les Yvelines. Elles ont eu lieu principalement dans les QPV notamment dans les quartiers des Merisiers et de la Plaine de Neauphle. Le quartier des Merisiers est situé au nord de la commune. Composé d'une majorité de logements sociaux construits dans les années 70, le quartier a une forte densité de population. Ces logements sociaux sont construits dans des ensembles de barres dégradées qui disposent de nombreux recoins, cours intérieures et espaces favorisant des regroupements auxquels les forces de l'ordre ne peuvent pas

forcément intervenir. La Plaine de Neauphle est un quartier au centre de Trappes. Il est moins dense que le quartier des Merisiers mais présente tout de même des difficultés sociales. Les derniers épisodes de violences se sont majoritairement déroulés dans ce quartier car les grands axes et les espaces publics ouverts permettent des regroupements facilités et mobiles. Ce sont également deux quartiers symboliques car ils sont centraux dans la vie quotidienne des trappistes. Il n'y a pas de hasard dans la localisation des émeutes à Trappes, il y a un choix de se concentrer sur ces espaces.



*Figures 5, 6 et 7: Photos personnelles des immeubles de grands ensembles dans les quartiers des Merisiers et Plaine de Neauphle. Source: Julianna Trogneux*

Les jeunes s'y rassemblent la nuit. Les principaux actes de violence étaient des affrontements, des incendies et des pillages. Les premiers signalements sont pour des incendies de voitures. S'ensuivent de nombreux actes de vandalisme, d'innombrables vitrines brisées, des projectiles lancés soit contre des bâtiments publics, soit contre les forces de l'ordre, du mobilier urbain dégradé. Ces violences nocturnes se sont intensifiées au fil des nuits, atteignant des pics, à partir du 28 juin, jusqu'au 1er juillet, avant un retour au calme.

Dans la nuit du 29 au 30 juin, le climat de tension s'est accentué dans le quartier des Merisiers. Les poubelles ont servi à créer un rideau de fumée. Les forces de l'ordre essayaient de contenir les mouvements malgré des lancers de projectiles. Les

policiers municipaux étaient chargés de la protection de la mairie et les CRS, eux, tentaient de contenir les émeutiers à l'entrée du quartier en formant un cordon de sécurité. Les véhicules sont incendiés, de nombreuses vitrines de commerces sont détruites, etc.

### Lieux de rassemblement et bâtiments cibles des émeutes de 2023



Figure 8: Carte des quartiers les plus touchés par les émeutes de 2023 et les bâtiments pris pour cibles à Trappes. Réalisation: Julianna Trogneux

Les mots d'ordre étaient alerte et anticipation. C'est ainsi que les dégâts ont été minimisés et que la situation a pu être gérée au mieux.

Par mesures de précautions, la municipalité avec le soutien des forces de l'ordre ont anticipé ces violences et avaient prévu des veilles des espaces publics comme les écoles, la poste ou encore le commissariat. Des élus et personnes travaillant pour le bien de la municipalité se sont relayés dans ces bâtiments publics pour les occuper et signaler une présence aux émeutiers afin de les dissuader de toute dégradation. Les unités policières ont rapidement été déployées en nombre. La ville a été pourvu de renforts notamment avec des CRS, pour tenter de maîtriser les débordements. Des échauffourées ont eu lieu entre la jeunesse et les forces de l'ordre. Cela ressemblait à des scènes de guérilla avec des jets de projectiles, des tirs de mortiers d'artifice, des barricades improvisées, des contre usages de gaz lacrymogène et des interpellations.

La police municipale se plaçait en amont pour localiser où les émeutiers allaient afin de protéger les biens et les personnes en alertant d'autres groupes de policiers. Elle a géré des actions de flagrants délits en identifiant les personnes concernées et en les arrêtant quand elles étaient isolées. En revanche, la police nationale, la gendarmerie mobile et les groupes de CRS agissent dans le but de sécuriser le secteur par exemple en se positionnant devant la mairie pour éviter que les émeutiers viennent la détruire. Ils ont sécurisé les points les plus importants en menant des charges pour repousser et disperser les émeutiers.

Il n'y a pas que les émeutiers, les forces de l'ordre et les élus qui sont acteurs des récits des violences urbaines. Les habitants qui ne sont pas impliqués dans les violences vivent des nuits d'angoisse. Les parents essaient d'empêcher leurs enfants de rejoindre le mouvement et de sortir, parfois même en dissuadant des jeunes qui ne sont pas leurs propres enfants. Leur rôle est peu visible dans les médias mais leur silence et leur résilience préservent pourtant une forme d'équilibre local.

Ce contexte socio-économique affaibli, associé à un évènement dramatique qui a une forte valeur symbolique pour les jeunes des quartiers sensibles de

banlieues, a nourri un trouble immédiat et un sentiment de colère envers les institutions publiques. Ces ressentis ne sont pas abstraits car ils ont eu lieu dans un espace donné de façon concrète. Trappes est devenu une scène de confrontation. Il convient désormais d'analyser les conséquences laissées sur l'espace urbain: les destructions et perturbations qui ont affecté la vie quotidienne des habitants.

## **2. L'intensification du conflit et conséquences immédiates pour la ville**

La première conséquence de ces émeutes de 2023 à Trappes est directement visible physiquement par des dégâts matériels. A travers quelques nuits, la ville a subi des bouleversements et des transformations brutales par de fortes destructions qui ont altéré le quotidien et la sécurité des habitants.

La rue est une cible immédiate pour les émeutiers qui, en faisant des dégâts matériels, portent atteinte à l'usage quotidien de la ville. Les voitures sont souvent les premières à subir les conséquences des émeutes ou des violences urbaines car elles sont accessibles et facilement inflammables. A Trappes, dès les premières heures du conflit, les véhicules stationnés ont été pris pour cible et incendiés sur la voirie principale et dans les parkings collectifs des grands ensembles.



*Figures 9 et 10: Photographies de voitures incendiées à Trappes. Source: Info.fr*

Les conséquences de ces feux dépassent le simple matériel car cela endommage la voirie et les trottoirs. Le bitume fond, des particules restent au sol, les bordures sont

endommagées. En les incendiant, les émeutiers privent des familles de leur moyen de transport notamment dans un territoire de région parisienne extrêmement dépendant des transports en commun ou de la voiture pour tout déplacement. En banlieue et surtout dans le périurbain, les voitures sont indispensables pour se rendre d'un point A à un point B. En l'absence de transports en commun suffisamment fréquents ou accessibles, notamment en soirée ou pour certains quartiers enclavés, l'automobile devient le principal vecteur de mobilité, que ce soit pour se rendre au travail, accompagner les enfants à l'école ou accéder aux services essentiels. Les manifestants qui s'en prennent à des véhicules stationnés s'attaquent, non seulement à des objets, mais aussi et surtout à des moyens de subsistance. Ainsi, nous pouvons dire qu'il s'agit d'une double peine : les plus précaires perdent un bien coûteux et un outil de leur autonomie. De même, l'automobile peut aussi être synonyme de dignité, de reconnaissance, de respectabilité sociale.



*Figure 11: Photographie d'un abri de bus vandalisé et d'une poubelle démontée à Trappes. Source: La Gazette des Communes*

Le mobilier urbain a été attaqué et endommagé pendant les émeutes à Trappes. Les abris de bus ont été vandalisés et parfois incendiés, les bancs publics arrachés, les poubelles brûlées, les poteaux de signalisation démontés. La plupart des débris ont servi directement de projectiles ou de barrières contre les forces de l'ordre.

Les émeutiers se sont aussi attaqués à des lieux de plus grande envergure: les infrastructures publiques et les commerces, créant un arrêt de certains services. Ils ont ciblé des salles de classe dans les écoles, la mairie annexe, des centres sociaux, des bibliothèques, des centres sportifs et des commerces de proximité. Ils ont été vandalisés, incendiés, pillés, les vitrines n'étant plus visibles après coups.

Le plus compliqué fut pour les commerces de proximité qui sont des institutions privées. Les propriétaires sont des habitants de la ville qui ne peuvent pas forcément répondre à ces émeutes et aux dégradations. Ces commerces sont des outils de travail, des stocks entiers et des locaux ont été perdus. Le contexte post-COVID et inflationniste avait déjà affaibli ces petites entreprises alors ces événements constituent un coup d'arrêt brutal. Qui plus est, les assurances ont aussi leur part de responsabilité quant à leurs indemnités éventuelles. Il arrive que les compagnies refusent d'indemniser les sinistrés si la garantie contre les émeutes n'est pas spécifiquement souscrite dans le contrat d'assurance. Cela plonge de nombreuses familles dans des difficultés financières dont certaines pourraient être persistantes. De plus, la fermeture des commerces, la dégradation des voies d'accès mènent à une fragilisation du circuit économique de proximité car les habitants locaux ne se rendent plus dans ceux-là et ils ne sont plus approvisionnés.



*Figures 12 et 13 : Photographies de commerces de proximité qui ont été vandalisés (Carrefour Market, Tabac Presse des Merisiers). Sources: Actu.fr et Le Parisien*

Au cours d'une interview avec TV78, Yassine Elabib, gérant du commerce Mariam Couture qui a été vandalisé, explique être choqué car il fait partie de Trappes et a grandi en développant une activité pour les habitants de Trappes. En effet, les jeunes s'attaquent à leurs propres institutions et commerces, ce sont leurs propres

écoles. Ils détruisent leur quotidien et font des dégâts qui peuvent les impacter. En repartant avec les articles des commerces, ceux-ci ne pourront pas rouvrir avant des mois voire ne jamais rouvrir. L'atteinte n'était pas seulement physique, mais elle était aussi symbolique. En s'attaquant à des infrastructures essentielles les émeutiers ciblent des institutions qui représentent le vivre-ensemble et la solidarité. Cette logique amène à un effet de rupture du lien social, d'une perte de confiance et également d'un sentiment de colère de ceux qui voient leur cadre de vie qu'ils habitent attaqué de l'intérieur.

Les conséquences immédiates des émeutes à Trappes sont d'autant plus importantes lorsqu'on les oppose à celles d'autres communes voisines qui ont subi les mêmes troubles. Par exemple, Montigny-le-Bretonneux, commune voisine de Trappes, a été également touchée par des violences urbaines. Contrairement à Trappes, les services de la mairie ont opté pour une réactivité immédiate et ont mobilisé les agents des services techniques directement derrière les émeutiers pour nettoyer, réparer et sécuriser l'espace public. C'est une réaction très risquée pour les agents mobilisés qui étaient en première ligne du danger. Un agent Ignymontain souligne encore, dans un entretien semi-directif le 18 décembre 2024, la dangerosité de ces nuits-là, il s'est mis en danger et ses proches se sont inquiétés pendant toute la manœuvre "Ma femme n'a pas dormi de la nuit quand je lui ai envoyé des vidéos de moi, en train de nettoyer la ville alors qu'on voyait encore les émeutiers". En revanche, cette action est une lutte contre les possibles effets d'une durée trop longue de l'impact visuel et fonctionnel des destructions, s'exposant ainsi moins longtemps au climat de chaos dont eux-mêmes ont été les victimes. A Trappes, une stratégie plus modérée a été adoptée. Sur le moment, la sécurité des personnes était privilégiée à la sécurité des lieux ou à l'image de la ville. Le service technique n'est pas intervenu avant le lendemain des violences, une fois la situation stabilisée, plus pour protéger les agents municipaux. Ce choix qui a pour objectif de sécuriser les humains, a eu pour effet de laisser la ville visuellement marquée par les violences plusieurs jours. Cela a contribué à renforcer le sentiment de désordre et d'abandon des habitants. Ainsi il faut trouver le juste équilibre entre sécurité des agents quels qu'ils soient et rapidité de la réponse, en situation de crise. "Oui on travaille avec les services techniques mais pas en direct, c'est-à-dire qu'on les appelle s'il y a une voiture qui est brûlée, une fois qu'elle est enlevée on va les

appeler pour mettre un absorbant ou pour un autre accident. On ne va pas travailler avec eux directement sur la voie publique parce que, pour ma part, je pense qu'on les mettrait en danger." dit monsieur Potard, chef de la police municipale de Trappes dans un entretien.

Ces dégâts ont immédiatement eu des impacts sur les habitants locaux. Pour bon nombre d'habitants ces dégâts ne constituent pas seulement de simples éléments fonctionnels: ils sont chargés d'une valeur sociale et identitaire. Un commerce qui ferme peut être ressenti comme la perte d'un repère du quotidien, d'un espace de convivialité voire d'un lieu de reconnaissance. En détruisant ces lieux, la violence altère le sentiment d'appartenance à la communauté locale, en favorisant la défiance et en alimentant une impression d'abandon dans les quartiers populaires. Des habitants ont exprimé leur défiance vis-à-vis des violences urbaines sur les réseaux sociaux à travers un ensemble de messages, de vidéos, de photographies montrant des écoles, des centres sociaux, des petits commerces d'amis, de voisins, de membres de leur famille détruits. L'indignation collective peut se lire "Ce sont nos écoles, nos rues, nos enfants", écrit un habitant. Ce premier moment de prise de parole publique, dans une ville pointée du doigt par les médias, constitue une première étape vers une réappropriation de la parole citoyenne.

Les répercussions des émeutes survenues à Trappes en 2023 ont engendré des discours rapides, bien que parfois disparates, tant sur le plan local que national par les pouvoirs publics. En politique, l'urgence était d'enrayer les violences et de préserver la sécurité des habitants, reléguant au second plan la question de la réputation de la ville.

Le maire de Trappes, Ali Rabeh, très présent sur les réseaux sociaux et souvent sollicité pour s'engager sur les plateaux, connu pour sa proximité avec ses administrés, a dû faire face à un double problème. Il y avait une situation d'urgence sur le terrain pour gérer la crise de sécurité et une forte pression symbolique et médiatique. Il a immédiatement pris la parole pour condamner les violences et en invoquant la nécessité de comprendre les causes sociales sous-jacentes du mal-être. C'est une double posture à la fois répressive et compréhensive qui place le maire comme porte parole de ses habitants ayant des responsabilités politiques.

Les conséquences des émeutes sur l'espace urbain ne sont pas uniquement matérielles. Elles ont un impact sur le quotidien des habitants mais également sur l'image de la ville. C'est tout un ensemble de relations et de fonctionnements qui se retrouvent bouleversés sur un moment qui peut durer plusieurs jours ou semaines. Petit à petit les violences se sont tariées grâce à des interventions plus ou moins rapides et à la fin du cycle émeutier.

### **3. Impacts urbains et sociaux, le retour au calme laisse des traces**

Après quelques nuits et jours de tensions marqués par des violences et affrontements, des conséquences matérielles et sociales directes, le retour à un cadre de vie calme se fait progressivement. Le retour au calme progressif passe par des interventions locales et des actions immédiates. L'environnement de Trappes étant directement impacté et perturbé, la réadaptation peut être plus compliquée.

Dès l'apparition des premières violences à Trappes, il y a eu une surveillance et une protection accrue de la ville de la part des autorités. Il y a un double objectif de contenir la violence et de tranquilliser le cadre de vie des espaces publics. Un important dispositif de sécurité a été mis en place sous l'autorité de la préfecture des Yvelines et de la mairie de Trappes. La ville a été quadrillée afin de déployer de façon ininterrompue des unités de Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) et des brigades d'intervention rapide ainsi que des patrouilles mobiles. Toutes ces unités ont pour but de marquer l'occupation de l'espace public pour dissuader les regroupements spontanés et préserver les infrastructures sensibles des violences. Il y a eu une sécurisation rigoureuse des axes de circulation, particulièrement en centre-ville ou dans les espaces de grands ensembles, ce qui témoigne d'une volonté de reprendre le contrôle urgent du territoire qui est utilisé et à la merci des émeutiers. Les autorités voulaient limiter les dégradations et éviter l'importation des violences dans d'autres périmètres limités.

De plus, toujours dans cette logique de sécuriser l'espace urbain matériel et humain, certains équipements municipaux tels que les écoles, les bibliothèques, la mairie annexe, etc. ont été temporairement barricadés pour prévenir d'éventuelles dégradations. Certains espaces publics sont devenus temporairement inaccessibles pour quelques heures pour restreindre les possibilités d'attroupements nocturnes.

Néanmoins, cette réponse sécuritaire a permis d'établir un retour progressif au calme en quelques jours mais elle n'a pas été sans incidence sur le ressenti des habitants. Pour les trappistes retrouver un espace sécurisé était indispensable afin de retrouver leur vie quotidienne, particulièrement dans le cadre où la ville s'appuie sur les équipements publics en premier plan.

Pour le chef de la police municipale, Julien Potard, il y a eu un travail de la police pour remettre au propre l'image physique de la ville mais les missions n'ont pas changé pour autant. "L'après c'est de rendre l'espace public plus viable, essayer de gommer tous ces excès de violence qu'il y a eu pendant toute une nuit. Souvent il y a un gros travail de remise en état derrière ça. On continue le travail de la prévention, des patrouilles, etc." (J.Potard, entretien du 23 janvier 2025) Et pour le conseiller municipal Gérard Girardon, chargé de la tranquillité publique, les émeutes ont été bien gérées par les forces de l'ordre en passant par la sécurisation des espaces publics. Dans leur discours, on ne ressent pas particulièrement la présence massive des forces de l'ordre. Ils donnent l'impression que c'est un travail qui se fait tous les jours. Monsieur Girardon explique que le territoire n'a pas vu de croissance des violences ces dernières années, alors les forces de l'ordre peuvent réellement accompagner la population tandis que Monsieur Potard quant à lui parle d'une montée en puissance des violences urbaines qui ont toujours existé mais qui sont plus courantes et qui mobilisent beaucoup les forces de l'ordre.

De nombreux jeunes des quartiers populaires ont assimilé la mobilisation des moyens policiers puissants à une stigmatisation. En effet, les contrôles d'identité systématiques et l'occupation de l'espace public ont été associés à une suspicion générale qui donne vie à un sentiment de rejet et d'injustice. Cela peut contribuer à un ressentiment durable qui pour d'autres villes peut créer une continuité des violences sur plusieurs jours.

Le déploiement massif et rapide des forces de l'ordre à Trappes a été efficace à court terme pour mettre fin aux troubles mais la seule réponse sécuritaire n'est pas la plus compétente. En effet, elle a permis de rétablir un certain ordre matériel et physique alors que les tensions latentes se sont cristallisées tout en assurant une continuité de la fracture sociale et urbaine que subissent les banlieues. La question est alors d'avoir la capacité d'assurer une sécurité urbaine compatible avec une relation de confiance entre les habitants et qui ne contribuent pas au renouvellement des violences.

Après cette stabilisation progressive de la sécurité à Trappes, la suite se concentrait sur la reprise de la vie habituelle et quotidienne des habitants notamment par un redémarrage méthodique des services publics et des commerces. C'est ce qui permet les conditions d'une normalisation de l'urbain et de redonner confiance aux habitants. La réouverture des équipements publics s'est faite progressivement et en fonction du niveau de sécurisation atteint dans l'ensemble des quartiers et par rapport à l'état des bâtiments. Dans certains cas, le retour à la normale a pu être freiné par un lourd bilan matériel à cause des nuits de violence et cela nécessite des travaux de remise en état pendant un ou plusieurs jours. Quelques services ont dû s'adapter en s'installant provisoirement ailleurs ou en cohabitant avec d'autres services pendant quelques jours.

En ce qui concerne les activités commerciales, la réouverture s'est effectuée selon un rythme disparate. Les petits commerces ont pu rouvrir assez rapidement. Mais les magasins les plus endommagés ou saccagés n'ont pu rouvrir qu'après des semaines de réparation voire ne jamais rouvrir dans les pires des cas. La mairie a décidé, avec la chambre de commerce et d'industrie du territoire, de faire appel aux aides d'urgence et des dispositifs d'accompagnement à la réinstallation des commerçants notamment le fond d'urgence émeutes qui permet d'obtenir des aides pour les réparations des dégâts des services publics et des commerçants après le passage des émeutes.

Après plusieurs nuits de conflit, la situation à Trappes s'est petit à petit apaisée avec l'intervention des forces de l'ordre et des initiatives municipales. C'est également le cycle émeutier qui s'amointrit.

La décrue progressive de la violence a d'abord été visible sur le terrain par un net recul des actes de dégradation, des rassemblements et des affrontements. Ce calme a été renforcé par le désengagement d'une partie des jeunes trappistes initialement impliqués dans la logique d'affrontement qui devient celle de la démobilisation progressive. Celle-ci se fait parfois sous la pression des familles, des intervenants de rue et également des associations. Il y a eu une multiplication des messages d'apaisement qui ont été émis et relayés par des figures de la société civile sur les réseaux sociaux et sur la place publique, cela a favorisé une diminution de la conflictualisation.

Les stigmates des affrontements étaient encore visibles dans certaines rues mais petit à petit les usages collectifs de Trappes ont retrouvé leur droit. De plus, cet arrêt des violences ne signe pas l'arrêt des conséquences. Il y a un réel besoin d'une reconstruction symbolique pour que les habitants se sentent en sécurité et dans les meilleures conditions. Ces moments de violences ont suscité l'envie pour certains de prendre la parole sur un manque de reconnaissance des problématiques des banlieues par les institutions.

Les violences ont laissé place à un retour progressif au calme. C'est au quotidien d'une ville de remettre l'ordre en place mais ce n'est pas forcément évident. La prise de parole et l'initiative des habitants ont été d'une grande aide lors de ce passage.

Le déroulement des émeutes et leurs conséquences immédiates sur la ville et les habitants révèlent une fracture socio-spatiale. Il est désormais essentiel d'analyser comment elle peut être résorbée à travers les réponses des politiques publiques.

## **II Réponses publiques face à la crise à Trappes: entre sécurité, transformation urbaine et action sociale**

Face aux émeutes urbaines survenues à plusieurs reprises depuis les années 2000, les pouvoirs publics de Trappes mènent des réponses variées afin de restaurer l'ordre et d'assurer une qualité de vie identique pour tous. Ces réponses sont à la fois urbaines, sociales et hybrides.

### **1. Transformer l'espace urbain pour relever l'image de la ville**

Les politiques publiques agissent sur la transformation urbaine de Trappes. Parmi ces interventions se manifeste l'envie d'agir sur les causes structurelles des tensions, à savoir l'isolement des quartiers, le vieillissement du bâti et le sentiment d'abandon. Quatre axes de réponses urbaines peuvent être dégagés notamment le retour à une identité architecturale, la rénovation urbaine, les études de sûreté et de sécurité ainsi que le développement de la vidéoprotection.

#### **A. Retrouver une identité urbaine et architecturale**

La ville souffre d'une architecture et urbanisation fragmentée par les différentes périodes de construction qui oscillent entre les styles, les périodes et les logiques urbanistiques.



*Figure 14: Exemple d'un bâtiment en pierre historique de Trappes, le cinéma Omar Sy. Photographie personnelle: Julianna Trogneux*

En traversant un grand boulevard, les petites habitations et petits commerces de proximité laissent place à des grandes barres d'immeubles typiques des grands ensembles des années 70. Ensuite nous passons par des maisons individuelles puis des immeubles modernes de quelques étages.



*Figures 15 et 16: Exemple des maisons en dents de scie et immeubles modernes de quatres étages.  
Photographies personnelles: Julianna Trogneux*

Cette architecture fragmentée engendre un manque de lisibilité de la ville, une différenciation forte entre les quartiers qui se sentent stigmatisés ou exclus pour certains. De plus, le repli identitaire est plus marqué lorsque chaque quartier développe sa propre logique et un isolement urbain qui forge un communautarisme à l'échelle de plusieurs immeubles ou d'un quartier.

Dans un entretien réalisé avec Elodie Furic, directrice du service urbanisme à Trappes, elle met en évidence le manque de considération contextuel des promoteurs immobiliers "qui calquent les formes urbaines qui se font déjà à Marseille, Lyon ou Strasbourg. La ville de Trappes veut une vraie identité architecturale calquée à son contexte et à son histoire" (E.Furic, entretien du 22 janvier 2025).

La ville de Trappes avec le soutien de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est dans un processus de retour à une identité architecturale commune à toute la ville. Le concept d'identité urbaine désigne l'ensemble des éléments physiques et symboliques à partir desquels une ville ou un quartier peut être perçu et vécu. Elle s'élabore à travers l'histoire, la morphologie urbaine et l'image sociale qui s'y sont construites mais aussi avec l'usage des habitants dans cet espace.

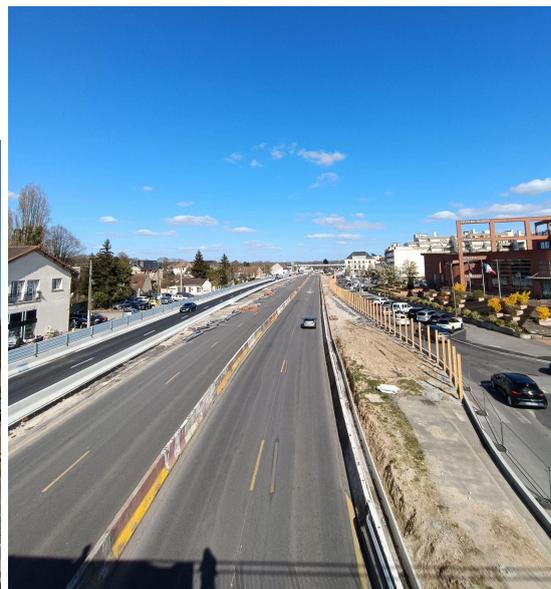
Les objectifs de ces politiques publiques sont de créer une cohérence esthétique en harmonisant les formes, les matériaux, les gabarits des bâtiments. Cela réduira la multiplication des styles urbains par les promoteurs immobiliers qui peuvent renforcer les clivages sociaux. Redonner une identité urbaine commune permet aux habitants de se sentir citoyens de Trappes et pas seulement d'un quartier, c'est la notion de sentiment d'appartenance à une ville unifiée qui émerge. L'objectif est également de restaurer la fierté des habitants qui peuvent avoir l'impression de vivre dans des lieux délaissés, pas esthétiques, en leur apportant un cadre de vie valorisant. Par effet positif, cette harmonisation attire des profils diversifiés dans une logique de mixité et d'attractivité résidentielle et économique.

Ce processus passe par plusieurs moyens qui sont mis en œuvre de façon communale et intercommunale. De manière physique, l'harmonisation nécessite la réduction des barres d'immeubles, la démolition progressive au profit d'immeubles à taille humaine et la construction de formes plus diversifiées et intégrées au tissu urbain existant. L'objectif étant de créer des espaces de vie partagés, visibles et ouverts entre chaque qui évitent les quartiers enclavés et isolés.

Au cours de l'entretien, Elodie Furic dit que "Le PLUi est un bon outil pour s'assurer que les terrains ne partent pas n'importe comment, en tout cas qu'on verrouille certaines règles pour s'assurer qu'il y ait un urbanisme que l'on souhaite." En effet, le Plan Local d'Urbanisme (PLUi) avec Saint-Quentin-en-Yvelines est un bon moyen d'harmoniser à l'échelle de la commune mais également à l'échelle de l'intercommunalité. Il met en place des règles claires et strictes sur les types de bâti, ce qui peut être construit, où et comment, dans le respect du contexte local et des lois environnementales actuelles. Les documents stratégiques sont de bons moyens

d'harmoniser les formes bâties afin d'encadrer les nouvelles constructions des promoteurs. Il y a un rapport de force entre les promoteurs immobiliers et la ville de Trappes avec des tensions sur la qualité des projets proposés. La volonté municipale est de mettre en œuvre une Charte architecturale et environnementale à l'encontre des promoteurs pour leur imposer des règles prédéfinies dans un cahier des charges. C'est une façon de garder la main sur l'esthétisme et l'intégration urbaine.

Un enjeu urbain majeur reste la RN10, portion de route nationale représentant une coupure historique de la ville. C'est une véritable séparation de Trappes en deux, entre le nord et le sud, qui contribue à l'accentuation du sentiment de division. Les architectures et les formes de bâtis sont différentes d'un côté et de l'autre, en plus de créer une barrière importante à franchir. Actuellement, il y a le projet d'enfouissement de la RN10 qui est en cours, les travaux prennent place portion par portion. L'objectif est de recoudre la ville pour en faire un seul et même territoire et pouvoir faciliter les circulations douces. Cet enfouissement permettra de créer une nouvelle centralité urbaine, mieux connectée au reste de la ville. C'est un enjeu important pour renforcer la continuité spatiale et identitaire de la commune dans cette logique d'un retour à une identité urbaine communale. De nouvelles activités pourront prendre place sur le parvis piéton, des circulations facilitées amèneront de nouveaux enjeux pour les différentes parties de Trappes.



Figures 17 et 18: La RN10 en travaux en mars 2025, prise de vue sur un pont. Coupure entre les deux parties de la ville. Photographies personnelles: Julianna Trogneux



Figure 19: Visualisation du projet final de l'enfouissement de la RN10. Source: Trappes.fr

Cette recherche de cohérence urbaine permet de répondre aux problématiques urbaines locales telles que le sentiment d'exclusion et l'enclavement physique des quartiers. Les émeutes ont révélé des tensions profondes entre les territoires. L'identité urbaine en est directement touchée par une image négative associée à des zones de relégation, des foyers de violence, etc. Cette image façonne les modes de vie des habitants car elle influence leur rapport à la ville mais influence également les bailleurs sociaux à laisser des personnes dans des habitations insalubres, avec des conditions de vie dégradées. Les émeutes sont une manière de pointer du doigt cette assignation identitaire à un espace délaissé et non représentatif de l'ensemble de la ville. Ces problématiques sont au cœur des préoccupations de la rénovation urbaine et de la requalification des espaces qui ont pour objectif de transformer le cadre de vie des habitants par de nouveaux logements salubres, des espaces publics sains et inclusifs mais aussi de revitaliser l'image des quartiers à une plus grande échelle. On peut s'interroger sur les bénéficiaires de cette transformation qui attire de nouvelles populations aisées au profit d'une gentrification douce.

## B. Le renouvellement urbain

Certains quartiers de Trappes sont classés comme prioritaires dans la politique de la ville car ils présentent une forte dégradation du bâti et un sentiment renforcé d'abandon par rapport au reste du territoire. Les quartiers concernés sont

les Merisiers, la Plaine de Neauphle avec notamment les secteurs Camus et Cité Nouvelle Barbusse qui sont en cours de rénovation. Les deux quartiers représentent 15% de la superficie communale. Ces territoires de la ville font partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain par la présence de barres d'immeubles vétustes, majoritairement sociales et peu adaptées aux besoins actuels. Il y a 30 résidences de logements sociaux qui sont gérées par 9 bailleurs sociaux différents. Ce sont des espaces qui subissent une relégation spatiale et une stigmatisation, préoccupations présentes dans les discours des émeutiers.

Le NPNRU est mis en œuvre par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines avec la ville de Trappes sous l'impulsion de l'ANRU. Une partie des territoires concernés a déjà connu le PRU 1 avec des transformations profondes. Lors de la réunion de concertation en novembre 2024, la communauté d'agglomération a assumé avoir démoli 737 logements sociaux, rénové 3025 logements sociaux, résidentialisé 3700 logements sociaux, construit 501 logements en accession et reconstruit 395 logements sociaux lors de ce PRU 1. Il y a surtout eu une forte transformation du quartier des Merisiers autour de la centralité commerciale et un remaillage de la voirie. Mais l'action continue par une planification bien avancée pour les secteurs Camus et Barbusse Cité Nouvelle qui n'ont pas connu le PRU 1.

Les objectifs de ces politiques publiques sont multiples, la transformation urbaine est plus fine avec le NPNRU que le PRU 1 qui agissait surtout les reconstructions des logements. Il faut démolir les bâtiments vétustes ou perçus comme des symboles de relégation pour reconstruire des logements diversifiés (locatif social, accession, privé), salubres, bien isolés et aux normes. Le bâti conservé est réhabilité avec des ravalements de façades, de l'isolation thermique, etc. Pour Camus il est prévu une démolition de 535 logements et une création entre 368 et 405 nouveaux logements dont 80 locatifs sociaux. Pour Barbusse Cité Nouvelle il est prévu une démolition de 148 logements, une réhabilitation de 99 logements et une construction de 208 à 220 logements dont 40 sociaux.

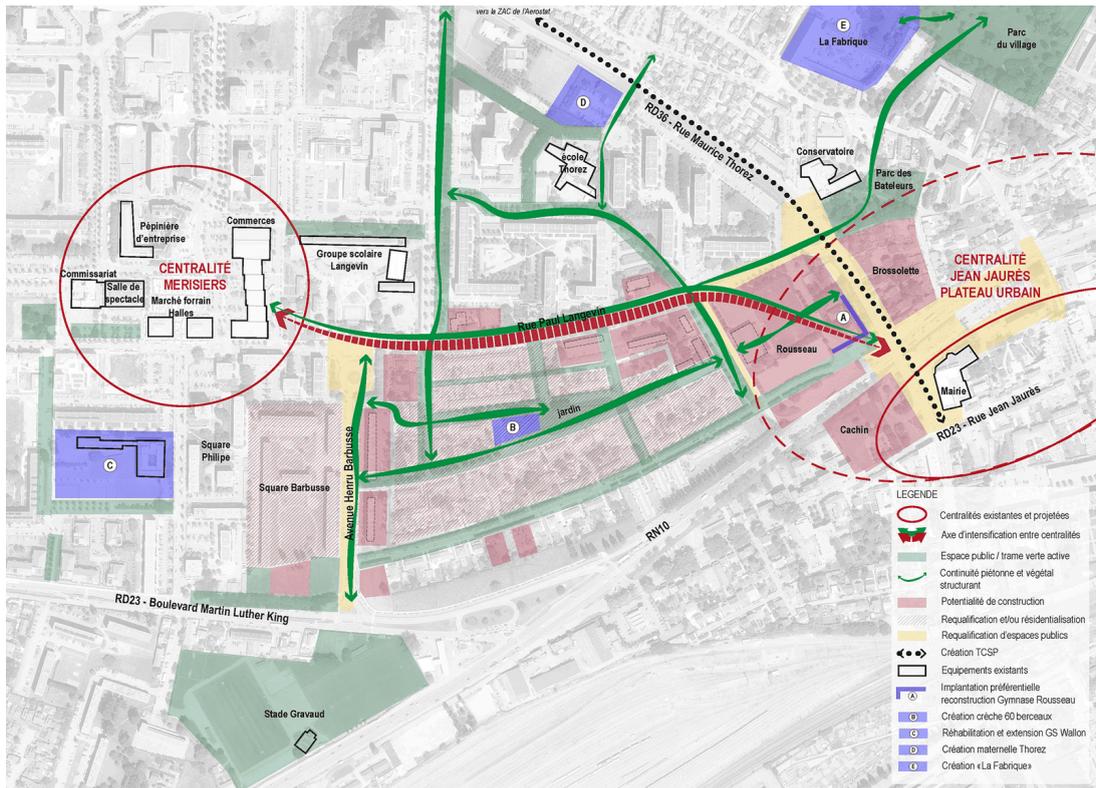


Figure 20: Schéma directeur du projet de renouvellement urbain du secteur Barbuse Cité Nouvelle.

Source: Saint-Quentin-en-Yvelines.fr

L'espace public est réaménagé par la création et la réorganisation de la voirie et des trottoirs. Il y a la mise en place d'espaces verts notamment un grand parc urbain de 60 mètres de largeur et de 2,5 hectares est prévu dans le secteur Camus. De nouveaux équipements structurants sont construits comme la cité scolaire qui est prévue sur le secteur Camus afin d'en faire un lieu de centralité éducative et sociale, la reconstruction d'un gymnase sur le secteur Barbuse ainsi qu'une nouvelle crèche ayant une capacité d'accueil de 60 enfants. Le but final étant de désenclaver les quartiers: la Plaine de Neauphle est enclavée par sa position géographique au nord et coupée par l'avenue Salvador Allende. Ainsi ils seront mieux connectés au reste de la ville par la voirie et les transports et les effets de quartiers cités fermés sur eux mêmes pourront être supprimés.



Figure 21: Schéma directeur du projet de renouvellement urbain du secteur Camus. Source: Saint-Quentin-en-Yvelines.fr

Les objectifs de transformations urbaines ont des impacts sur la vie sociale car elles permettent de favoriser la mixité sociale et fonctionnelle en réduisant les concentrations de pauvreté et en introduisant de nouveaux services, commerces et équipements publics. Les effets de réduction du sentiment d'abandon et de rétablissement d'une égalité urbaine entre les quartiers sont voulus. C'est un moyen de prouver que la puissance publique peut investir à long terme tout en améliorant la qualité de vie des habitants par des espaces plus agréables et mieux entretenus.

Lors d'une participation à une réunion de concertation en novembre 2024 sur le secteur Camus, de nombreuses inquiétudes se sont présentées notamment sur les relogements. Les habitants ont été déplacés pendant les travaux car de nombreux immeubles vont être entièrement démolis d'ici quelques mois. Quel est l'avenir des habitants? Qu'est ce qu'il va devenir de leurs anciennes habitations? C'est à toutes ces questions qu'a directement répondu le maire de Trappes en expliquant point par point comment le projet allait se dérouler et en apportant la notion de co-construction. Elodie Furic, directrice du service urbanisme de la mairie, a expliqué

que la concertation est importante pour un tel projet avec autant de relogement. Il faut prendre en compte le temps de l'habitant qui n'est pas le même que le temps de l'aménageur sur des questionnements qui sont très intimes comme l'habitat et qui permettent tout un alignement social et politique par la suite. "Typiquement quand on va rentrer en phase travaux, parce que là on est plutôt en phase conception, plan guide, il va falloir informer les gens que les travaux vont commencer, par où ils vont devoir passer, où est ce que c'est interdit de passer etc, quand les démolitions vont commencer, même dès avant les gens sont relogés donc il y a un accompagnement très individuel." (E.Furic, entretien du 22 janvier 2025).

De plus, le maire de Trappes, Ali Rabeh, a défendu une position de compromis avec l'ANRU pour maintenir une part importante de logements sociaux et éviter l'exclusion mais aussi intégrer du logement en accession ou en privé pour équilibrer la balance. Il ne veut pas reléguer les problématiques urbaines, sociales et économiques sur une autre portion du territoire mais les régler à la source même. C'est une volonté de garder les classes populaires dans la ville, dans leur quartier d'origine pour ne pas avoir une exclusion déguisée.

Le renouvellement urbain qui s'est déjà opéré les années passées a permis de désenclaver partiellement des quartiers et de diversifier l'offre de logements tout en aménageant les espaces publics. Les démolitions et les reconstructions ont impacté l'image des îlots souvent en mauvais état ou vieillissants. Mais la transformation urbaine par le PRU 1 restait inachevée. Plusieurs interrogations peuvent être soulevées quant au renouvellement urbain qui s'opère sur le territoire. Le relogement des habitants pendant la phase de démolition et de reconstruction implique des parcours résidentiels discontinus malgré des engagements pour leur permettre un retour sur leur ancien quartier. Un projet urbain, d'autant plus avec des démolitions, a un calendrier sur un temps long, pendant ce temps les habitants changent de trajectoire résidentielle, économique et le quartier qui se rénove attire une population plus aisée. C'est en quelque sorte un phénomène de gentrification douce.

Cet engagement des politiques publiques dans la rénovation des quartiers est vu comme un levier de prévention des tensions sociales. En 2023 les émeutes ont

pourtant touché les secteurs cibles des programmes de renouvellement urbain, signe que la réponse n'est pas arrivée à sa fin et que la logique de diminution des problématiques des banlieues se fait progressivement avec la transformation urbaine. Ce n'est pas uniquement repenser les espaces de la ville mais affirmer que l'Etat est présent dans les territoires jugés oubliés par les institutions. Pour que les dynamiques d'exclusion et de tensions sociales soient enrayerées, il faut également que le renouvellement urbain soit mêlé à des actions sociales et éducatives de la part des politiques publiques.

### C. L'étude de sûreté et de sécurité publique et vidéoprotection

Dans le cadre du renouvellement urbain, l'étude de sûreté et de sécurité publique est une étape obligatoire dans la conception du projet. Cette obligation vise à inclure les enjeux de sécurité des personnes et des biens dans la phase de conception des espaces urbains. L'étude permet d'adapter les projets urbains aux risques locaux comme la délinquance, les incivilités et les tensions sociales pour créer un sentiment de tranquillité publique pour les habitants. Les conditions deviennent ainsi favorables pour l'intervention des secours, de la police et des pompiers. Elle intervient dans les projets de NPNRU à Trappes, commandée par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Grâce à l'entretien avec Sylvain Magniez, référent sûreté, son rôle et celui de l'étude de sûreté et de sécurité publique sont mis en avant dans ces recherches. Il est conseiller technique, humain et organisationnel auprès des collectivités, c'est un partenaire consulté en amont des projets urbains de renouvellement, d'équipements publics, etc. Il fait le lien entre les statistiques de la délinquance locale et les aménagements proposés par les collectivités. En revanche, il ne possède pas de pouvoir de décision, il préconise des actions qui sont réellement prises en compte pour freiner, ralentir et empêcher le passage à l'acte délinquant.

L'étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP) est commandée par la collectivité à travers un cabinet privé qui travaille avec la préfecture et la police nationale. Elle prend en compte des données de délinquance mais aussi la nature du projet, la

localisation, les types de risques identifiés, la programmation et la topographie afin de faire des préconisations d'ajustement.

Sylvain Magniez a donné des exemples de préconisations concrètes qui peuvent s'appliquer à tout type de territoire qui subit de la délinquance et qui peuvent être mises en place sur les projets de renouvellement urbain à Trappes. Il faut éviter les rues en dents creuses ou un îlot fermé qui permettent des points de rassemblements et d'agression non visibles par les forces de l'ordre. Cela rentre dans les enjeux de visibilité des espaces publics car éviter les zones fermées, favoriser les vues dégagées sur la voie publique sont des actions bénéfiques pour la police. Le référent sûreté peut faire des préconisations sur les matériaux de construction: éviter les murs végétalisés qui sont facilement inflammables, figer les pierres des murs à gallions pour ne pas en faire des projectiles, etc. Tous ces matériaux et mobiliers urbains peuvent être détournés par les émeutiers, il s'agit alors de trouver la solution pour que l'espace public soit sécurisé. Les propositions portent aussi sur les caméras de vidéoprotection: le choix des lieux de positionnement qui sont stratégiques selon les données de la délinquance, les obstacles visuels et l'implantation des bâtiments.

L'étude est en cours de commande à Trappes. Plusieurs préconisations générales peuvent être également mises en œuvre sur la commune notamment dans les QPV. Les expériences des émeutes qui ont lieu plusieurs fois, ont permis d'identifier les faiblesses des aménagements. Les zones de tensions sont connues comme les bâtiments de grands ensembles, c'est important que la vidéoprotection soit réfléchi par un maillage détaillé sur les bâtiments et espaces prioritaires. Dans la ville, il y a des risques spécifiques de jets de projectiles, d'incendies et de rassemblements violents. Les bâtiments sur dalle sont à proscrire car ils ne permettent pas l'intervention rapide des forces de l'ordre tout comme les voies à sens unique qui sont particulièrement présentes sur le quartier de la Plaine de Neauphle.



*Figure 22: Un immeuble avec un espace poubelle juste en dessous d'un mur qui se végétalise.*

*Photographie personnelle: Julianna Trogneux*

Sur cette photographie, deux risques sont mélangés: les poubelles qui représentent des cibles de choix pour les émeutiers juste en dessous d'un mur végétal qui est très facilement inflammable. Le tout devient dangereux pour les habitations à côté. C'est un espace qui doit être réfléchi pendant la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de ce quartier, par exemple un espace poubelle clos ou la maintenance du bâtiment.

L'idée du nouveau parc dans la programmation du renouvellement urbain à Camus implique des réflexions sur les barrières de protection, sur la visibilité sur l'espace public depuis la voirie, sur les caméras.

Les préconisations sont non contraignantes juridiquement car le choix final revient à la collectivité. Le dialogue est nécessaire entre les partenaires pour choisir les compromis efficaces et politiquement acceptables pour le bénéficiaire. La tension entre esthétique architecturale et fonction de sécurité est palpable car les visions peuvent être divergentes entre les architectes-urbanistes et la police. Mais la sécurité ne doit pas être pensée qu'à l'échelle des bâtiments, c'est un maillage de la ville qui doit être fait. Elle met d'autant plus en avant le malaise entre prévention sécuritaire et stigmatisation des quartiers populaires. L'ESSP constitue une forme

d'urbanisme situationnel en amont des projets urbains. Elle agit sur les actes de délinquances avant même que ceux-ci n'aient lieu pour créer un cadre de vie sécuritaire sans que les usagers en voient une différence dans leur manière de vivre la ville. Cela renforce l'aspect défensif de l'espace public qui prime sur les usages sociaux. De plus, dans des territoires stigmatisés comme Trappes, l'ESSP permet de ne pas répéter les erreurs urbaines du passé et de restaurer une urbanité.

Dans l'ESSP à Trappes, on parle de la mise en action de la vidéoprotection. En effet, la ville déploie actuellement un réseau de vidéoprotection. C'est une action que beaucoup d'autres villes font également mais elle marque une volonté de reprise en main sécuritaire de l'espace public dans ce contexte marqué par des violences urbaines. Le projet, bien qu'en cours de développement, est déjà intégré aux plans de renouvellement urbain et aux différents projets de réaménagement. Les forces de police travaillent main dans la main avec la municipalité autour de cet outil technologique qui permettra de protéger l'espace public, de faciliter le secours aux personnes et aux biens ainsi que prévenir de tout type de risque.

La vidéoprotection est un investissement très coûteux, il y a l'installation des caméras mais aussi la maintenance, le raccordement au centre de supervision, le stockage des données et les personnes en charge à financer. En revanche, le coût est assumé par la commune pour subvenir aux besoins actuels de protection et de sécurité des habitants et pour pallier à ce manque existant depuis le début du mandat par rapport à la tendance nationale. Les coûts peuvent être critiqués dans un contexte de contraintes budgétaires des collectivités mais sont justifiés.

L'enjeu de ce dispositif n'est pas uniquement dissuasif et n'est pas une réponse directe aux violences urbaines, il est également opérationnel car il permettra aux forces de l'ordre de voir en temps réel ce qu'il se passe pour mieux coordonner les interventions, il apportera des connaissances approfondies sur les déplacements et les regroupements lors des violences et événements importants. Les forces de l'ordre pourront mieux se répartir avec une avance tactique qu'ils ont déjà acquis mais plus coordonnée et avec une réelle cartographie de la ville en cas d'émeutes. Il a ainsi une utilité sur l'analyse, le repérage et l'aide aux enquêtes judiciaires. Malgré l'installation, les forces de l'ordre de la ville savent par avance que certaines

des caméras vont être dégradées, détruites, cachées dès leur mise en place notamment dans les quartiers les plus sensibles ou lors des violences urbaines. La vidéoprotection est un outil de sécurisation de l'espace public universel mais qui peut être associé à certaines limites notamment dans le cadre des quartiers sensibles. Elle peut être associée à un outil de surveillance intrusive, un contrôle de l'espace dans des rues parfois sujettes aux regroupements illégaux, ce qui mène régulièrement à des dégradations de l'outil et à une augmentation de la méfiance envers les institutions publiques et politiques. Il y a une tension entre liberté des usagers et sécurité.

Les réponses des politiques publiques dans le domaine de la sécurité urbaine se fondent sur deux logiques complémentaires et distinctes. L'une est préventive par l'aménagement (l'Étude de Sûreté et de Sécurité Publique) l'autre incarne un contrôle technique et dissuasif (la vidéoprotection). L'ESSP s'inscrit en amont des projets urbains, cherchant à anticiper les situations de délinquance à travers la morphologie urbaine. Dans cette idée, la conviction repose sur le fait que le cadre urbain conditionne les comportements et qu'un espace bien pensé peut pacifier les usages. Au contraire, la logique du déploiement de la vidéoprotection est d'enregistrer, de dissuader sur le moment même pour fournir une preuve en cas d'infraction. L'ESSP prévient sans surveiller tandis que la vidéoprotection surveille sans prévenir. A Trappes l'outil des caméras peut être perçu comme une réponse technique stigmatisante pour certains, rassurante pour d'autres tandis que l'étude est invisible pour les habitants. La sécurisation de la ville est facilitée par un sentiment de contrôle qui se fait général et dans un contexte national. Il faut ensuite réussir à mêler la confiance avec ce type de réponse.

Ces réponses urbaines aux émeutes apportées par les politiques publiques montrent une volonté de réinvestir les quartiers populaires autant par le symbole que par le physique même. Il y a des effets sur l'identité urbaine à travers des requalifications des espaces, un renouvellement urbain mais aussi un contrôle sécuritaire en amont des projets et un dispositif technique de vidéoprotection. La crise urbaine est abordée de façon purement spatiale à travers des transformations visibles mais qui ne vont pas en profondeur des problématiques sociales. Ce sont ces tensions sociales qui sont au cœur des discours des émeutiers. Il faut alors

s'interroger sur les réponses sociales qui visent à restaurer la confiance et inclure toutes les catégories d'habitants dans un même et seul cadre de vie.

## **2. Retisser le lien social après les violences**

Les politiques publiques n'agissent pas uniquement sur les transformations urbaines de la ville comme réponses aux problématiques des émeutes. Elles font un travail sur leur aspect social pour pouvoir créer un climat inclusif et propice au développement de soi. Plusieurs réponses sociales peuvent être mises en évidence.

### **A. Un fort tissu associatif**

Les associations locales jouent un rôle clé dans la médiation sociale. A Trappes, il y a une forte présence des associations (environ 200), pour certaines elles sont ancrées depuis longtemps sur le territoire. Ce ne sont pas des institutions publiques mais elles font le relais entre celles-ci et les habitants tout en étant encadrées par la municipalité. Elles sont actrices du terrain par leur écoute, leur encadrement et leurs activités diverses.

Lors des émeutes de 2023, les associations n'ont pas attendu d'instructions de la mairie pour agir immédiatement. Leur enracinement dans les quartiers et leur connaissance fine des dynamiques sociales leur permet d'agir rapidement, en lien direct avec les habitants d'une manière douce. Elles ont participé à des distributions de paniers repas ou vêtements, elles ont eu un travail de dialogue avec les jeunes des quartiers sensibles, les associations ont véritablement prêté main forte à la municipalité lors des événements de violence.

Un des cas les plus emblématiques est l'association Les Mamans du Coeur, active depuis 2010. Elle est constituée de mères de famille habitant les quartiers populaires de Trappes, elle est née sans initiative des pouvoirs publics, en réponse à un appel à la paix pour réagir de manière spontanée et autonome sur le climat social et l'impasse de certains jeunes. Ces femmes, souvent issues de milieux modestes et

conscientes de la réalité sur place, travaillent ensemble pour retrouver du lien social dans l'espace public et éviter de nouvelles violences. Leurs objectifs a été d'apaiser les tensions entre les forces de l'ordre et les jeunes par la présence, le dialogue et la médiation. Elles sont légitimées par leur proximité sociale et familiale avec les jeunes qui sont plus enclins à les écouter que les institutions publiques pour qui ils ont des ressentiments. Selon les dires des élus locaux, leur action s'est révélée efficace pour apaiser les tensions chez certains jeunes, aider des parents en difficultés et recréer du lien pendant un moment où il y a le plus besoin.

La richesse du tissu associatif a permis une réponse immédiate et large par la distribution alimentaire, l'accompagnement scolaire, le soutien psychologique, etc. Dans un entretien avec Aliénor Ebling, adjointe municipale en charge des solidarités, de la lutte contre l'exclusion et des relations entre générations, la densité des associations (éducatives, jeunesse, culture, etc.) est beaucoup mise en avant. Selon Aliénor Ebling, il n'est pas nécessaire de créer plus d'association sur la ville mais il faut surtout les soutenir et les coordonner. En effet, plusieurs d'entre elles sont intervenues en même temps pour la même action. Les coordonner à l'échelle communale avec l'aide des institutions publiques permettrait de renforcer la complémentarité de chacune. C'est ce qui a été fait avec les Mamans du Coeur, la mairie leur a offert des salles dédiées et des invitations à certaines concertations. Les institutions essaient de soutenir sans pour autant instrumentaliser. Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle en mettant en réseau les différents acteurs, en apportant un soutien logistique (calendrier, espaces de regroupements) et en créant une plateforme de dialogues.

L'engagement citoyen permet de créer du lien au quotidien et d'enrayer les tensions par le bas plutôt que par le haut. Les associations peuvent aider les jeunes à sortir de leur isolement ou d'un sentiment de relégation, ce que les institutions publiques ne peuvent pas faire directement car elles n'ont pas leur confiance. La médiation sociale passe par les associations et la proximité. Cela mène à un sentiment d'appartenance à une société et à un système qui dilue les tensions.

## B. Une politique de proximité

De nouvelles actions publiques locales ont permis, face aux émeutes, d'envisager une politique moins strictement sécuritaire ou institutionnelle, mais davantage marquée par une proximité et une sollicitation des habitants en les écoutant et en les accompagnant individuellement. De ce fait, de nouveaux dispositifs ont été élaborés à Trappes relevant de la pratique du "aller vers" et de la concertation locale. Pour Jordan Parisse et Emmanuel Porte (2022), la logique d'aller vers s'inscrit dans un travail social plus personnel et plus immédiat, "la pédagogie sociale développe une démarche d'« aller vers » ne se réduisant pas à un déplacement spatial de l'intervention mais visant à recomposer les modalités de la relation pédagogique à partir d'une immersion dans le milieu de vie" (Jordan Parisse et Emmanuel Porte, 2022). Les professionnels interviennent directement dans les milieux sur lesquels ils travaillent (immeubles, rues), au lieu de s'y intéresser dans leur bureaux, loin de la réalité sociale.

L'une des approches de proximité qui a été mise en place est le renforcement du porte-à-porte dans les quartiers concernés par les violences. Les élus se sont déplacés au devant des habitations pour parler avec les trappistes afin de comprendre et de rassurer. Ce choix d'aller physiquement au devant des habitants a permis de rompre l'isolement des familles ou des jeunes éloignés des dispositifs classiques et d'identifier les besoins et les tensions (décrochage scolaire, isolement, difficultés administratives). Renouer le lien amène les habitants à recréer un rapport de confiance avec les institutions publiques par une écoute personnalisée. C'est une logique de co-construction et de reconnaissance des habitants comme des acteurs du territoire qui se ressent également dans les ateliers de concertation.

La ville mène une forte concertation pour ses projets urbains à travers des ateliers, des temps d'échanges avec les élus, des réunions de quartier qui sont organisés pour donner l'opportunité aux habitants de s'exprimer sur leurs problématiques et les solutions qu'ils envisagent. Trappes a d'ailleurs en tête de faire des logements participatifs sur le secteur Camus, cette manière de concevoir des espaces communs est d'abord pensée avec les habitants qui expliquent leur vision des espaces, ce qu'ils souhaitent dans leur imagination. Ces dispositifs sont des moyens d'opérer une transformation de l'indignation en implication pour les habitants isolés.

Ces dispositifs ont donc été les moyens d'opérer une conversion de l'indignation en implication pour les habitants dans une situation de domination d'un certain type, qui se voient ainsi rendus capables d'agir. Ce type de participation n'est pas en lui-même suffisant pour changer les rapports de force et les inégalités, il permet en revanche de repositionner les habitants dans une dynamique collective. Une nouvelle fois cette concertation et la proximité instaurent un lien symbolique avec les institutions par la valorisation de la parole citoyenne. L'instauration d'un climat de confiance entre les politiques locales et les habitants peut prévenir de futures tensions.

Cette interaction de collaboration qui se développe entre les institutions et les acteurs associatifs constitue une logique de co-construction des politiques publiques qui prend place dans la politique de la ville. Ce concept est une gouvernance dans laquelle les décisions publiques ne sont plus seulement prises par les seules institutions mais en la présence immédiate des citoyens et des organisations de la société civile. "Elle n'est plus analysée comme une simple influence, mais comme une véritable co-construction" (Rival & Ruano-Borbalan, 2017). Ce n'est donc pas uniquement un sondage ponctuel mais un engagement des acteurs locaux dans la conception, la mise en œuvre et le calcul des actions.

A Trappes, la démarche prend tout son sens. Lorsqu'un territoire tel que Trappes est concerné, il est possible que les associations soient les premières à repérer les besoins, les tensions ou les initiatives qui émergent car elles sont souvent proches du terrain de la vie de tous les jours. La puissance publique ne peut pas répondre à tous les besoins, en revanche elle peut faciliter, organiser et soutenir l'action des acteurs de terrain, aider à tisser des réseaux, à éviter les doublons, donner du sens et de la cohérence à l'ensemble.

La co-construction est tout de même une démarche compliquée: elle n'a pas de prix, elle coûte du temps et demande surtout une forme de courage politique pour partager le pouvoir. Elle implique d'entendre toutes les solutions qui ne viennent pas d'en haut et qu'elles peuvent également venir des habitants eux-mêmes, au cœur du territoire. A Trappes, il existe de belles expériences d'associations, comme Les Mamans du Coeur, ou des démarches de porte-à-porte et d'écoute dans certains

quartiers, qui prouvent qu'une autre forme de gouvernance est possible, qu'elle a du sens et qu'elle participe à la consolidation de liens sociaux durables.

### C. Un dialogue entre les forces de l'ordre et la jeunesse

Parmi les nombreuses réponses sociales instaurées à la suite des émeutes de Trappes afin de restaurer une confiance envers les institutions publiques, le rétablissement d'un dialogue entre les jeunes et les forces de police a fait l'objet d'une attention particulière, selon le discours de Djamel Arichi (adjoint en charge de l'urbanisme, de l'amélioration des services aux habitants) dans un entretien. La dégradation continue de la relation qui prévalait entre eux au fil du temps a contribué à instituer un climat de défiance, à certaines occasions, de confrontation directe, entre certains jeunes et les institutions sécuritaires. Les violences urbaines sont l'occasion d'opérationnaliser ces tensions qui agissent comme un révélateur brutal de cette fracture. D'un point de vue historique, la relation entre les jeunes des quartiers populaires et les policiers de Trappes n'est pas simple, elle est empreinte d'une méfiance réciproque. D'un côté, les jeunes subissent des contrôles dont certains sont perçus comme insistants voire stigmatisants et qui nourrissent une forme d'hostilité. De l'autre, les policiers, en raison d'un sentiment d'hostilité sur le terrain, peuvent aborder certaines interventions avec une attitude défensive voire de fermeture. Ces comportements entraînent des incompréhensions et une non reconnaissance mutuelle. Face à ce constat, plusieurs dispositifs ont été initiés localement pour renouer le lien fragile entre les deux acteurs.

Dans une tentative de rupture de cette logique, des initiatives locales sont à l'œuvre pilotées par la municipalité et les forces de l'ordre. Il s'agit notamment de faire rencontrer la jeunesse et les policiers, dans un cadre neutre, encadré par des personnes tierces pour amorcer un dialogue. Ces rencontres sont des espaces d'échanges collectifs sécurisés, sans rapport hiérarchique direct et où chacun peut faire part de son vécu, de ses représentations, de ses incompréhensions. Elles visent à humaniser les deux figures sociales en dédramatisant les préjugés pour retrouver un possible échange entre les deux camps.

La police municipale et nationale est ainsi formée aux réalités sociales du quartier et les jeunes sont sensibilisés au métier difficile de la police. Cela permet de changer le regard que chacun porte sur l'autre et d'individualiser la relation. Ces actions organisées dans une logique de contact informel est souvent plus efficace qu'un discours institutionnel classique.

Néanmoins, ces dynamiques restent encore fragiles et aléatoires. Leur succès repose encore très souvent sur la motivation des acteurs du dialogue: un chef de police engagé, des jeunes et un éducateur convaincu, etc. Il n'y a pas de véritable politique sereine de médiation entre les jeunes et les forces de l'ordre dans la ville ou le département. Pour que les effets puissent être durables il faut que l'initiative ne soit pas seulement ponctuelle mais que ce soit un projet qui s'inscrit dans la durée, étayé par un suivi, des évaluations et une reconnaissance de ces actions comme faisant partie de la politique de sécurité locale. Le renforcement du dialogue entre les deux camps semble être une piste de réflexion importante pour prévenir de futures tensions. Il repose sur un principe de pacification du territoire par une reconnexion humaine en plus de la force.

#### D. La promotion de la culture

Enfin, les acteurs publics ont rapidement compris que la culture joue un rôle important comme réponse apaisante des tensions mais également comme levier d'inclusion sociale. La culture qui peut être associée à un luxe pour certain, devient dans une commune comme Trappes, un outil de lien et d'expression, offrant aux jeunes une place et une certaine dignité. "L'ouverture à la culture est une politique importante de ce mandat que ce soit l'accès au cinéma, à Trappes Plage, pour les séjours et journées mer" dit Aliénor Ebling et ses propos sont soutenus par Djamel Arichi qui explique que la culture est un aspect important de la ville qui est jeune et dynamique.

La diversité de projets culturels accessibles et participatifs a permis aux jeunes de sortir de leur quotidien marqué par l'isolement et de se réengager dans un cadre positif pour retrouver une place à part entière dans la société. Les spectacles de théâtre, les ateliers, la danse, les arts, des débats, c'est une diversité de formes

touchant un public large qui peut s'exprimer sur ses expériences, son vécu et montrer une image positive de leur quartier. La salle La Merise offre un programme très varié de spectacles et de concerts avec des personnalités locales et d'autres connues, qui peut intéresser tout type de personnes.



Figure 23: La Merise, halle culturelle à Trappes. Photographie personnelle: Julianna Trogneux



Figures 24 et 25: Programmation culturelle de la Merise début 2025. Photographies personnelles: Julianna Trogneux

Parmi ces initiatives culturelles et dans la logique de justice sociale, le droit aux vacances est un exemple emblématique de la politique sociale de Trappes

notamment avec les séjours à 10 euros. Aliénor Ebling explique que ce dispositif permet aux jeunes et aux familles issues de quartiers populaires qui n'ont jamais quitté leur quartier de partir en vacances à moindre coût, pour 10 euros. Depuis plusieurs années, les séjours connaissent un succès, plus de 700 départs en vacances par an, offrant à des enfants, des adolescents mais également à des familles, le plaisir de partir découvrir de nouvelles régions et activités. En 2024, malgré les coupes budgétaires, la municipalité a souhaité continuer ce dispositif, faisant ainsi la preuve de son engagement auprès des familles les plus fragiles. Les différentes destinations offertes sont variées car il s'agit de séjours en bord de mer (Normandie, Sables d'Olonne), au bord de la montagne ou à la campagne (Bourgogne, Dordogne). Ces séjours répondent à un programme établi selon l'âge et le niveau des participants. Par exemple, il y a des séjours dits de remobilisation proposés aux adolescents animés par des ateliers et des cours de révisions tout en ayant des activités culturelles ou sportives. Ce séjour a pour but de restaurer la confiance en soi et prévenir le décrochage scolaire des jeunes tout en leur permettant un amusement et de sortir de leur quotidien.

Ce n'est pas uniquement du loisir mais bien un projet éducatif et social pour sortir de son entre-soi et expérimenter une mixité sociale extérieure. Ce type de démarche correspond à une dimension inclusive puisqu'elle ouvre d'autres façons de penser le rapport au monde, à soi et à l'autre, en vue de promouvoir une mobilité et en mettant à distance le sentiment d'enfermement que les jeunes peuvent ressentir.

La culture change l'image de Trappes en mettant en valeur une cohésion sociale et des talents locaux. Elle permet de tisser des rencontres intergénérationnelles mais aussi de différentes catégories sociales lors d'événements publics ouverts à tous. L'espace culturel devient un lieu de partage qui participe à la construction d'une ville inclusive, participative et apaisée.

Cependant, pour que ces actions soient réellement efficaces, elles doivent s'inscrire dans le temps et bénéficier d'un soutien institutionnel explicite. A Trappes, la culture est considérée comme un choix important dans la politique de la ville, plus qu'une variable d'ajustement. C'est à la fois un outil de prévention, de valorisation et de

transformation du lien social. Pour les élus municipaux c'est également un moyen d'éviter que les jeunes s'ennuient et se rassemblent de la mauvaise des manières.

La promotion de la culture après les émeutes est une réponse pertinente qui restitue espoir, motifs de confiance, récits de partages et perspectives. La culture fonctionne comme un levier de construction sociale par la reconnaissance, la participation et l'espoir. "Dans cette optique, nous pouvons dire que les pratiques culturelles constituent un vecteur de socialisation et donc de lien social. [...] Cela contribue au développement de sentiments d'appartenance, au développement d'identités sociales [...] pouvant être exploitées par l'individu pour développer ses capacités sociales et par conséquent multiplier ses liens sociaux et faciliter son intégration sociale." (Valentin, 2019).

Les mesures mises en place à Trappes après les émeutes de 2023 vont dans le sens d'une volonté de dépasser une logique de réponse essentiellement sécuritaire pour recréer du lien social à l'échelle des quartiers. Qu'il s'agisse de l'implication des associations, des habitants qui se mobilisent spontanément, de la présence d'accompagnateurs de rue ou une offre culturelle à la portée de tous, la ville a misé sur l'humain et sur du local pour désamorcer les tensions. De fait, ces politiques sociales de proximité s'articulent autour de valeurs telles que l'écoute, la reconnaissance, la participation et la valorisation. Elles ont prouvé que l'on peut faire différemment à partir des ressources locales. Mais, même si elles sont nécessaires, elles ne sont pas toujours suffisantes pour traiter à elles seules des problématiques urbaines de plus en plus complexes. Entre réponse sécuritaire, réponse urbaine et réponse sociale, à Trappes, une autre sorte de réponse émerge: celle hybride qui combine plusieurs approches pour répondre aux enjeux de manière transversale.

### **3. Des réponses hybrides plus ancrées dans le local**

Il existe des réponses publiques hybrides aux tensions territoriales qui sont exacerbées par les émeutes. Ce sont des dispositifs ni purement sécuritaires, ni uniquement sociaux, c'est un mélange du social, de l'urbanisme et de la politique de la ville. Ces réponses prennent plusieurs formes comme la mise en valeur de

nouveaux lieux de rassemblement sociaux et pour la jeunesse ainsi que l'appui sur une mixité sociale plus développée. Elles ont pour objectif de retisser le lien social, valoriser les quartiers et favoriser la mixité.

#### A. La mixité sociale

L'un des axes les plus importants des réponses hybrides à Trappes concerne la mixité sociale. " L'objectif de mixité sociale est généralement compris comme la volonté de permettre à des populations de milieux sociaux différents d'occuper les mêmes territoires, afin de limiter les désagréments et éventuels inconvénients que provoquent les processus de ségrégation urbaine." (Richard, 2020). Elle revêt une dimension politique forte, tournant ainsi le dos aux logiques d'entre-soi et de relégation qui touchent certains quartiers: elle doit contribuer, selon les élus, à retisser du lien social et apaiser les tensions urbaines en favorisant des interactions entre les différentes catégories sociales dans un espace de vie commun. Comme le résume Elodie Furic, directrice de l'urbanisme à Trappes: "C'est pas facile de mixer les populations parce que les gens ont toujours des aprioris les uns sur les autres mais les éléments centraux de mixité sociale permettent de fédérer les habitants comme le marché des Merisiers. Des éléments comme des cours oasis qu'on peut penser comme bobo, ça touche tout le monde et ça permet d'essayer de mettre tout le monde sur un pied d'égalité" (E.Furic, entretien du 22 janvier 2025).

Les objectifs de la politique de mixité sociale mise en œuvre sont pour le moins nombreux. D'une part, elle soumet une rupture à la logique de relégation territoriale pour réduire les risques d'une concentration précaire dans certains quartiers. En diversifiant les profils de la population, la municipalité engage la mixité sociale au service d'interactions renforcées entre les classes sociales, sans lesquelles il n'est pas possible d'aboutir à un vivre ensemble apaisé. Cette notion est la condition à une équité territoriale, en assurant à chacun un accès aux ressources urbaines appropriées. Pour le gouvernement et les politiques urbaines nationales, la mixité sociale s'inscrit dans un projet de ville inclusive, où chacun peut trouver sa place, indépendamment de sa condition.

Djamel Arichi, adjoint au maire chargé de l'urbanisme, de l'amélioration des services aux habitants, explique que la ville souhaite développer une mixité sociale au palier afin que les différents types d'habitants puissent se rencontrer au sein de leur immeuble. Cette volonté s'inscrit dans une action publique de diversification des logements, pilotée autour de plusieurs axes: le rééquilibrage entre l'offre locative et la possibilité d'accession à la propriété, la réhabilitation du parc de logements sociaux existant, la mise en place de logements intermédiaires, également une forte exigence de mixité au sein même des immeubles. Il s'agit de favoriser la mixité à l'échelon micro-local, c'est-à-dire au sein d'un même bâtiment, dans une cage d'escalier, dans une cour, etc. La volonté affichée vise à ne pas reproduire des "ghettos" verticaux où les groupes sociaux cohabitent en s'ignorant. Néanmoins, cette volonté se heurte à des oppositions structurelles du côté des opérateurs publics et privés, à l'image des bailleurs sociaux et des promoteurs immobiliers dont la logique première est la rentabilité qui n'est pas toujours en phase avec l'action publique locale. Très peu voire aucun immeuble totalement mixte n'a vu le jour aujourd'hui à Trappes. Les bailleurs sociaux reproduisent ainsi une forme de ségrégation douce en assignant certains types de logements aux mêmes profils sociaux.

Plusieurs limites de cette politique municipale sont mises en avant. La planification urbaine définit la mixité des logements mais la construction dépend encore largement d'institutions extérieures qui n'ont pas les mêmes idées et logiques. De plus, certains habitants peuvent être réticents à la mixité sociale avec pour justification la crainte de l'éviction ou la perte d'identité des quartiers tandis que d'autres pensent dégradant le fait de croiser les populations les plus précaires. Il y a de vrais a priori des deux côtés. La mixité sociale se fait à travers un dialogue constructif entre les politiques et les habitants et passe par des aménagements qui permettent la cohésion. Le débat se ressent également au sein des institutions en fonction des corps de métier, certaines personnes font part de leurs réserves sur l'efficacité de la mixité sociale pour répondre aux problématiques sociales profondes que subit les banlieues parisiennes. Julien Potard, chef de la police municipale, interrogé dans le cadre de ce travail, fait part de sa prudence: "C'est même pas une question de mixité c'est une question de territoire. On a l'impression qu'il y a du communautarisme territorial. "Ici c'est chez moi et tu rentres pas", c'est pas une

question de couleur de peau ou de catégorie économique, la personne qui va venir qui n'est pas d'ici va avoir le même problème que ce soit un européen, un nord-africain ou peu importe. C'est vraiment une appartenance, une guerre de territoires pour garder leurs lieux." Il pense qu'avant de mélanger les personnes, il faut régler le fond du problème sinon ils vont juste être déplacés. Ce propos fait ressortir le traditionnel antagonisme entre l'approche spatiale et l'approche sociale car la mixité ne produit pas forcément du lien social et sans contrôle elle peut amener à une croissance des tensions.

La mixité sociale reste essentielle dans les politiques urbaines de Trappes car l'ambition consiste à égaliser les conditions de vie de chacun. Elle permet de créer une ville sans marginalisation d'un espace. La mixité sociale se révèle donc être la réponse hybride par excellence parce qu'elle combine une réarticulation des formes urbaines, une redéfinition des normes et une reconstitution du tissu social en diversifiant.

#### B. Des espaces créateurs de liens

La création d'espaces publics démocratiques ouverts à tous et notamment à la jeunesse est pensée comme un levier d'action majeur pour répondre aux problématiques sociales qui déséquilibrent le territoire . Dans un contexte où les émeutes mettent en évidence la ségrégation urbaine dans certains quartiers et le désengagement d'une partie de la population, il s'agit de répondre à la errance et à l'occupation conflictuelle de l'espace urbain par des propositions d'aménagements.

La ville de Trappes a configuré des aménagements et des espaces dédiés en particulier à la jeunesse avec des infrastructures sportives et de loisirs en extérieur et en accès libre. Une dizaine de city-stade ont été construits ou rénovés, il y a également des skateparks, des aires de jeux et une grande aire d'activités sportives. Ces infrastructures multifonctionnelles permettent de pratiquer une activité sportive (football, basketball, etc) entre plusieurs personnes ou individuellement en extérieur et de façon totalement gratuite. Elles ont été pensées de manière stratégique par une répartition pointilleuse dans les quartiers prioritaires.



*Figures 26 et 27: Photographies de city-stades dans le quartier des Merisiers (à gauche), dans le quartier de la Plaine de Neauphle (à droite). Photographies personnelles: Julianna Trogneux*

Ces espaces s'inscrivent dans plusieurs logiques autres que représenter un simple espace sportif: proposer des alternatives à la rue, canaliser les énergies et favoriser l'inclusion. Ce sont des lieux de regroupements pour les jeunes qui se rassemblent le plus souvent dans la rue ou dans le hall d'un bâtiment, ce qui peut être gênant pour les habitants. Ils favorisent une activité sportive en groupe pour les city-stades qui aide aux nouvelles rencontres et à l'inclusion dans la vie urbaine de Trappes. Plusieurs générations s'y rencontrent. Pendant une observation, il y avait aussi bien des enfants entre 8 et 10 ans, des adolescents et des adultes qui pouvaient partager un seul et même stade. De plus, les infrastructures se situent le plus souvent à proximité des lieux de résidence, l'espace devient accessible rapidement de même dans les quartiers les plus enclavés.

Ces infrastructures sportives ont également une influence positive sur le paysage urbain en général. Des terrains modernes et bien entretenus constituent des espaces attractifs et donnent une image positive des quartiers dans lesquels ils sont situés. Ils sont souvent devenus de vrais points de repère pour une fratrie de jeunes du quartier. Ils entrent une nouvelle fois dans l'idée que se font les élus de ne pas laisser les jeunes s'ennuyer dans la rue.

Les infrastructures sportives et de regroupement, ont également leurs limites. Les utilisateurs de ces installations et de ces terrains sont essentiellement des garçons et jeunes adolescents. Si l'on considère qu'il s'agit de publics en difficulté pour qui l'accès à la pratique sportive sécurisée est problématique, on peut être tenté de

penser que le sport dans la rue ne fait que renforcer les dynamiques d'inégalités en donnant plus de facilité et de désir à ceux qui en ont déjà le plus. L'espace public peut parfois être accaparé par un groupe d'individus et devenir le théâtre de tensions entre différents quartiers.

Cependant, certains espaces uniquement dédiés aux loisirs et à l'environnement ne sont pas attractifs pour les habitants des quartiers sensibles. L'île de loisirs, pourtant de très grande taille et rassemblante en services (aires de picnic, chevaux, espaces de jeux, etc) n'attire pas ou peu les classes populaires de jeunes. Absence de politique d'accessibilité ou méconnaissance des pratiques: cet écart souligne l'importance d'un urbanisme des usages de proximité qui permet un épanouissement immédiat et inclusif.

### Espaces de loisirs ouverts et libres à Trappes

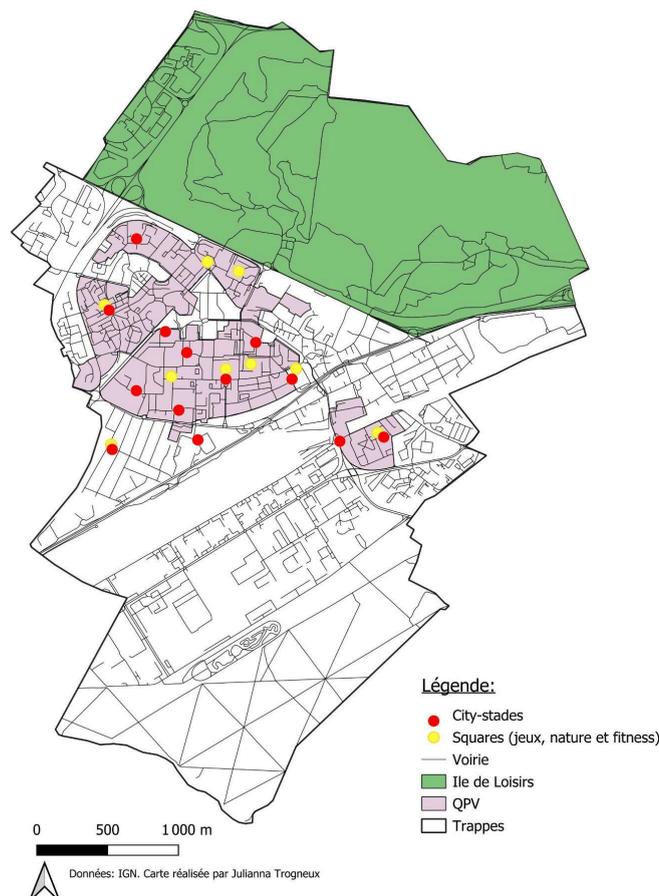


Figure 28: Carte des espaces de loisirs ouverts et libres à Trappes comme les city-stades, les squares fitness, les aires de jeux. Réalisation: Julianna Trogneux

Outre le développement des équipements sportifs ciblés, la commune de Trappes s'est engagée dans un vaste plan de requalification des espaces publics de proximité, à travers la création ou la transformation de "places de quartiers". Ces espaces ont un rôle majeur dans la fabrique urbaine contemporaine: ils ne sont plus seulement des terrains de circulations de tous ordres, mais aussi et surtout des lieux de vie, d'échange et d'affirmation sociale. Dans un contexte post-émeutes, ces rues et espaces publics sont remis au goût du jour pour exprimer leur contribution à pacifier la ville.

La politique municipale se traduit par la valorisation de lieux ouverts au sein des quartiers par la qualité de vie et l'usage qui en est fait par l'habitant. Dans ce cadre plusieurs actions sont pensées et mises en place: l'installation de mobilier urbain dédié (bancs, tables, aires de jeux), l'éclairage public est repensé pour renforcer la sécurité et garantir un usage confortable pour tous, l'accessibilité aux personnes âgées, à mobilité réduite ou accompagnés d'enfants est améliorée. Bien loin de ne viser que l'aménagement, ces lieux sont destinés à promouvoir la mixité des usages et des publics, et garantir une cohabitation paisible dans l'espace public entre tous ceux qui y vivent ou qui en bénéficient.

Ces espaces deviennent des lieux de vie où se mélangent différentes temporalités et pratiques sociales: un espace de jeux pour les enfants après l'école, des moments de discussion entre voisins, le lieu de petits marchés, de fêtes organisées par des associations locales. Elles constituent des tentatives de concentrer des quartiers souvent vus comme une étendue où il est difficile de se repérer. Leur popularité vient aussi de leur capacité à être des symboles identitaires forts, de réels lieux de vie, que les habitants se réapproprient et apprécient comme leur "place".

Pourtant, des limites demeurent. D'un côté, si les places sont jugées peu attractives ou si elles ne sont pas mises en relation avec les parcours piétons et une offre de services de proximité, elles peuvent être peu ou pas utilisées. D'un autre côté, sans que des activités soient mises en place régulièrement, la valorisation des lieux peut aussi devenir anarchique car des habitants peuvent s'accaparer les lieux et y pratiquer des animations. Les espaces ne sont pas toujours partagés de manière pacifique par tous ceux qui souhaitent en profiter. Plusieurs conflits d'usage se

dessinent alors. Les places vides d'attractivité vont être soumises aux rassemblements illégaux des jeunes et des regroupements pour les violences urbaines.

En aménageant des city-stades ou en réhabilitant des espaces phares de quartier, la ville de Trappes cherche, par les équipements, à renouer le tissu social de ses quartiers. Elle y voit un moyen de reconquérir l'espace de proximité comme lieu de lien social, de convivialité et de rencontre. D'autres dispositifs, plus transversaux, complètent cette dynamique: des tiers lieux solidaires et intermédiaires pour une ville, entre social, culturel et urbain, qui témoignent d'une forme de réponse publique assez inédite. Ces espaces sociaux, souvent portés conjointement avec les acteurs associatifs, cherchent à venir en soutien des publics fragilisés tout en consolidant les dynamiques de voisinage.

### C. Des tiers-lieux solidaires

Des espaces de transition, souvent désignés comme tiers-lieux, voient le jour à Trappes pour répondre aux besoins fondamentaux des habitants les plus précaires. La ville a développé des structures d'accueil temporaires, comme les hôtels sociaux, qui jouent un rôle essentiel dans le parcours résidentiel des personnes en grande précarité. Ces dispositifs visent à offrir un hébergement d'urgence ou de transition à des familles et individus en situation d'exclusion, tout en garantissant des conditions d'accueil dignes et sécurisées. Il en existe plusieurs sur le territoire de Trappes dont le fameux pavillon bleu qui mériterait quant à lui des travaux de restauration et d'inclusion au reste du territoire:



*Figure 29: Le Pavillon Bleu, hôtel social en bordure de la RN10. Photographie personnelle: Julianna Trogneux*

Gérard Girardon, adjoint à la tranquillité publique, s'exprime sur les hôtels sociaux en mettant en évidence la municipalité qui, en lien avec les bailleurs sociaux et les services d'accompagnement, accorde une attention particulière à la qualité de vie dans ces structures. L'objectif est clair: ne pas reproduire des logiques de relégation ou de marginalisation spatiale, mais au contraire, loger ces habitants dans les mêmes conditions que tout le monde, dans un cadre sécurisé, encadré et inséré dans le tissu urbain. Cela passe par un entretien rigoureux, une présence humaine régulière (agents de médiation, intervenants sociaux), mais aussi par la possibilité pour les résidents de s'impliquer dans les dynamiques collectives locales.

En revanche, certains hôtels sociaux contrent ces logiques positives en étant mal situés pour les bénéficiaires (en bordure de route nationale, dans des zones industrielles). Ce positionnement géographique permet aux différents groupes sociaux de ne pas se rencontrer, engendrant un phénomène d'isolement des plus précaires.

Une des initiatives de transition, actuellement en cours, est l'ouverture d'une épicerie solidaire, sorte de supermarché de produits essentiels et épicerie à petits prix pour les personnes en situation de précarité. Elle se situera en plein centre-ville, à deux pas de la mairie, pour qu'elle soit réellement accessible à tous. Le principe est simple: les bénéficiaires peuvent faire leurs courses à très bas prix, les autres habitants, quels que soient leurs revenus, peuvent aller y acheter des produits

comme dans tout autre commerce aux prix du supermarché. Ce dispositif permet d'en finir avec la stigmatisation des aides alimentaires et d'assurer la viabilité économique du projet. La plupart des produits sont financés par les achats aux prix normaux, la supervision de l'épicerie sera faite par des bénévoles, y compris à la caisse.



Figure 30: Panneau de construction et d'affichage de l'aménagement de l'épicerie solidaire et social et d'un accueil de jour. Photographie personnelle: Julianna Trogneux

Au-delà de sa simple vocation sociale et alimentaire, l'épicerie est aussi un lieu de reconquête de la dignité des personnes et des citoyens. Plutôt que de se retrouver dans une situation de vulnérabilité et de dépendance face aux aides alimentaires qu'apportent les associations, celui ou celle qui fréquente un tel lieu devient acteur de la vie collective du quartier. Comme l'explique Aliénor Ebling, engagée dans la mise en œuvre de ce projet: " C'est un pallier intermédiaire qui permet de sortir la tête de l'eau pour ceux qui sont vraiment dans le besoin pendant quelques mois, surtout quand c'est foyers avec beaucoup d'enfants. L'idée ce n'est pas seulement répondre à un besoin alimentaire mais permettre aux personnes de venir sans honte retrouver une vie décente et faire partie d'un collectif." (A.Ebling, entretien du 14 mars 2025)

Un espace solidaire est aussi pensé dans le projet, au-dessus de l'épicerie solidaire. Il existe déjà un espace solidaire à Trappes mais il est considéré comme indigne pour Aliénor Ebling, "Il y a un lit et une douche, le strict minimum mais ça ne permet pas de trouver un vrai repos et de ressentir concrètement la solidarité" (A.Ebling, entretien du 14 mars 2025). C'est un lieu accueillant et modulaire qui va devenir un

vrai centre communautaire. On pourra y faire des ateliers collectifs, des formations, des permanences sociales (de médecins bénévoles par exemple) et s'y rassembler afin de trouver un refuge de jour. L'espace sera tenu par des bénévoles ou des professionnels, il pourra bouger en fonction des initiatives et parfois de la cogestion des associations locales. Une cuisine sera installée, les personnes se rendant dans l'espace solidaire pourront participer à des ateliers pour apprendre à mieux manger, mieux consommer, etc. Ce ne sera pas un simple lieu d'activités mais bel et bien un lieu de souffle, d'écoute et d'invention de liens transversaux entre les habitants. Les ateliers seront ouverts aux bénéficiaires ou aux solidaires et pourront aussi être proposés par les solidaires, c'est un lieu de création du lien social. Le but est d'en finir avec les clivages sociaux et de créer une cohésion qui va à l'encontre des idées de relégation sociale et spatiale des bénéficiaires au fond de la ville. Ces espaces agissent comme des tiers-lieux qui sortent les bénéficiaires de l'exclusion pour les amener à mettre un pied vers l'extérieur.

Les tiers-lieux contribuent à desservir autrement le territoire en facilitant la circulation de ressources sociales et symboliques dans des quartiers où les institutions traditionnelles risquent d'apparaître comme lointaines ou désincarnées. Par leur grande accessibilité, leur capacité à s'insérer dans des logiques d'empilement et de leur caractère plus local, ces lieux jouent un rôle de sas entre la rue, la sphère privée et les institutions, permettant à des publics éloignés de renouer avec le commun. Au fil des mois, les membres peuvent participer à un véritable écosystème, fait de relations nouées, de petits réseaux d'entraide, d'actions menées ensemble. Ils bâtissent ensemble un projet de solidarité réciproque, où ceux qui reçoivent peuvent aussi donner, où l'on change peu à peu de paradigme, en passant du caritatif au partage et à la coopération. Cet espace solidaire est une réponse hybride et humaine, en complément des réponses institutionnelles parfois plus lourdes, et qui est directement adaptée aux enjeux de cohésion dans un territoire en difficulté comme Trappes.

La réponse des politiques publiques à Trappes face aux émeutes et aux fractures sociales ne peuvent être uniquement urbaines ou sociales. La réponse proposée est un entre deux où les logiques d'aménagement du cadre de vie s'articulent au plus près de l'inclusion, de la dignité et du lien social par la mixité

sociale. Elle est pensée comme vecteur de cohésion autour de la mixité des logements et des formes de cohabitation dans les espaces publics. Autour de cette notion se déploie des aménagements inclusifs et solidaires. Le but est de faire une ville pour tous et avec tous et faire disparaître les logiques d'exclusion. Ces réponses témoignent d'une politique forte de recréer du lien et une accroche entre les habitants et leur territoire.

Les réponses des politiques publiques à Trappes témoignent d'une volonté de transformation sociale et urbaine pour changer l'image de la ville et la perception des habitants. Ces réponses semblent vouloir créer une ville plus inclusive et qui se sépare des fractures des banlieues populaires. Néanmoins, elles font face à des limites structurelles telles que le manque de moyens financiers et physiques, la résistance locale des habitants ou celle du manque de coordination des institutions gouvernementales. Ces limites posent des questions sur la pérennité des actions, leur portée réelle et les effets qu'elles peuvent avoir. Ainsi, ces réponses marquent une réflexion importante sur le modèle de gouvernance, les logiques et autres leviers d'action à l'échelle nationale.

### **III Enjeux et perspectives des politiques publiques face aux émeutes**

Les émeutes urbaines, même si elles sont le fruit de contextes locaux particuliers, révèlent des problématiques plus profondes sur la capacité des politiques publiques à répondre aux enjeux sociaux, territoriaux et institutionnels. Trappes, par exemple, est un lieu concret de ces émeutes, mais il ne s'agit pas d'un cas isolé. Partout en France, les quartiers populaires vivent à l'heure des émeutes qui révèlent une série de dysfonctionnements structurels dans la manière de gouverner ces territoires.

Cette dernière partie a pour but de ne pas se limiter à l'analyse de la crise locale, mais de saisir les enjeux globaux de la gestion publique des émeutes. Elle interroge les capacités des institutions, à travailler ou non ensemble pour répondre à ces crises.

#### **1. Une gouvernance fragmentée des différents acteurs publics**

L'exemple de Trappes donne une illustration concrète du déficit de coordination que l'on observe entre les différents niveaux d'action publique. En dépit de dispositifs existants, les réponses demeurent morcelées, insuffisamment en cohérence entre l'Etat, la région, le département, les villes et les intercommunalités.

Il existe une pluralité d'acteurs qui agissent sur le territoire. Cette diversité est une richesse autant qu'un problème car elle cause une fragmentation de l'action publique ce qui rend les réponses aux crises incohérentes et désordonnées. L'Etat assume des missions régaliennes comme la sécurité, la justice et la cohésion nationale. Les ministères de l'Intérieur, de la Justice et la Ville sont souvent en première ligne en cas de flambée des violences. Pour autant, leur action est généralement descendante, occasionnelle et peu ancrée dans les réalités du terrain. La région se concentre sur la formation professionnelle, les transports et la planification territoriale. Elles jouent un rôle dans la prévention de certaines tensions territoriales mais sont souvent moins sollicitées lorsqu'il s'agit d'intervenir en cas d'émeute. Le

département agit sur l'action sociale et la politique de la jeunesse, il est en première ligne pour traiter les situations sociales via des compétences de solidarité, de protection de l'enfance et de soutien à la jeunesse. Il semble sous estimé dans l'urgence alors qu'il a une certaine légitimité à intervenir. La commune et l'intercommunalité, quant à elles, travaillent sur la proximité, l'urbanisme et la gestion directe des services. Elles jouent les premières réponses, souvent plus visibles et au quotidien plus concrètes.

Néanmoins plusieurs dispositifs permettent de faire se rencontrer ces acteurs et leurs compétences comme les Contrats de Ville, le NPNRU, les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), les conventions de partenariat avec l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), etc. Les Contrats de Ville agissent sur les objectifs du renouvellement urbain, de la cohésion sociale et du développement économique en travaillant en partenariat avec l'Etat, les collectivités, les bailleurs sociaux et les associations locales pour créer un développement adapté aux besoins de tous par une gouvernance partagée. Le CLSPD a pour vocation de renforcer la coordination entre les forces de sécurité, la justice, les services sociaux et les élus. Présidés par le maire, ces conseils doivent permettre d'élaborer des stratégies locales de prévention. Le principe est de s'inscrire dans une logique de partage de compétences pour intervenir de façon préventive. Les conventions partenariales locales permettent d'organiser des actions de gestion urbaine de proximité. Ces actions de solidarité de proximité et de médiation sont utiles mais manquent souvent de pérennité et de reconnaissance institutionnelle, alors qu'elles permettent de renforcer les interactions et la relation de confiance entre chaque partie.

Répartis entre la sécurité, le social et le développement, les divers échelons publics n'ont pas les mêmes priorités ni le même rapport au temps et à l'espace. L'Etat est souvent mobilisé par l'urgence de la gestion de l'ordre public, alors que les maires sont davantage préoccupés par le retour à une vie sociale ordinaire dans leurs villes, sans pour autant ignorer les enjeux sécuritaires. Les présidents de Régions et de Département regardent sur le long terme la reconquête économique et sociale des territoires voire le rééquilibrage des finances publiques. Les différences de priorités se ressentent tout au long des violences.

En apparence, la diversité des acteurs publics plaide pour une approche globale et multisectorielle des violences urbaines. Mais la coopération entre ces acteurs reste largement défailante en temps de crise. L'épisode des émeutes de 2023 à Trappes en offre un révélateur éclairant. Face à la crise, chacun agit de son côté, sans aucune cohérence ni vision partagée des enjeux et des solutions à long terme.

La réponse est d'abord locale et réactive de la part de la municipalité qui a une capacité d'action directe. Dès les premières heures de violences, la mobilisation locale est rapide avec une occupation des lieux par les élus, une organisation des forces de l'ordre conjointement avec les agents municipaux. Ils assurent la première action de défense tandis que l'absence de soutien direct de l'Etat pendant les premières heures se fait ressentir. Les moyens mis en œuvre par les municipalités ne sont pas appuyés par les échelons supérieurs comme l'État ou le département pendant les premiers jours des violences.

Au-delà de l'urgence, les difficultés se situent dans l'après-crise, à plus long terme, lorsqu'il s'agit de reconstruire ou d'apaiser. Si des dispositifs existent, ils ont des défauts, notamment d'être suffisamment lents, voire inadaptés à l'urgence. Par exemple à Trappes, les aides aux commerçants sinistrés n'ont été versées que longtemps après le saccage des boutiques et les habitants ont parfois eu le sentiment que les services publics les avaient laissés pour compte pendant des semaines. La différence avec certaines villes voisines, comme Montigny-le-Bretonneux dont les équipes techniques ont réparé partiellement les dégâts dès le lendemain, est flagrante: les villes ne partagent pas les mêmes pratiques, ni forcément les mêmes moyens.

De plus, les relations entre les différents niveaux de collectivité sont souvent cloisonnées, parfois inexistantes sur certains sujets. L'intervention de la police dépend presque exclusivement du pouvoir central pour la police nationale, les CRS, etc. alors que les enjeux sociaux relèvent des communes ou du département. Cette fragmentation des compétences, sans instance de pilotage unifiée, limite une approche globale et durable des réponses aux émeutes. Le manque de coordination induit un manque de stratégie et de culture commune entre les institutions. Les

manières de travailler sont différentes: la police agit dans l'urgence, la mairie dans la proximité et l'immédiateté, les bailleurs sociaux dans la durée et les services de l'Etat ont des réponses souvent très standardisées et peu adaptées au quotidien. Cette absence d'alignement stratégique se manifeste par une action publique en silos, où chacun agit sans vision globale.

Ce manque de coordination est un révélateur important: les banlieues populaires sont un angle mort de l'Etat et restent marginalisées dans les priorités de celui-ci. Les élus locaux, en particulier les maires de villes sensibles, ne manquent pas une occasion de dire leur sentiment d'abandon voire de mépris des pouvoirs publics envers leurs territoires. A Trappes, Ali Rabeh, maire très actif sur le front médiatique, n'a eu de cesse, ces dernières années, de dénoncer l'inaction des pouvoirs publics face à la montée de la violence dans les quartiers. "Il y a eu des alertes des maires qui ont interpellé le gouvernement, la Première Ministre et le Président de la République, qui nous ont méprisé, tenu à distance et qui n'ont pas tenu leur parole." (A.Rabeh, interview sur TéléMatin, juin 2023). Les financements sont légers et restent insuffisants pour des projets et avec une portée de courte durée.

La présence de l'Etat se limite le plus souvent aux seuls moyens de maintien de l'ordre, forces de l'ordre déployées de façon massive et dans les plus brefs délais, sans effort d'accompagnement social ou éducatif vraiment organisé. Ce déséquilibre entre répression et prévention entretient un profond ressentiment parmi les habitants des quartiers, et ne fait que renforcer une relation déjà distante. L'Etat intervient davantage dans des zones qu'il juge stratégique comme les centres villes ou les grandes agglomérations touristiques que dans les banlieues stigmatisées. Dans les médias comme dans les discours publics, les quartiers populaires sont bien trop souvent associés à des problèmes, rarement considérés comme des territoires riches de ressources sociales, économiques et culturelles. Cette vision dégradée alimente la stigmatisation et la capacité des habitants et de leurs soutiens à agir ensemble. Pour les habitants, cela alimente un sentiment d'injustice territoriale: leur quotidien n'a de visibilité et d'importance que lorsqu'il est jugé par les acteurs publics ou médiatiques. Les acteurs locaux sont obligés de compenser avec des actions ciblées mais les moyens restent limités par l'insuffisance de reconnaissance des banlieues populaires.

Face à l'échec révélé par les difficultés de coordination des interventions lors des émeutes urbaines, la question d'une gouvernance plus intégrée, coopérative et territorialisée se pose avec acuité. L'inefficacité des actions en silos montre qu'aucun intervenant n'a la possibilité de répondre seul aux crises sociales et urbaines. Il s'agit donc de reconsidérer l'action publique, en coordonnant mieux les échelons, les métiers et les temporalités.

Un des leviers pour sortir de la seule logique de réactions aux difficultés rencontrées est de mieux piloter, ensemble, les politiques publiques en direction des quartiers populaires. C'est-à-dire travailler en amont, de manière multidimensionnelle. Un des acteurs qui peut être très important est l'intercommunalité comme SQY. Le regroupement de plusieurs communes permet une vision élargie du territoire et d'harmoniser les projets. Il faut que les communes soient pensées ensemble et non pas une par une, comme des éléments distinctifs de l'agglomération. La révision du PLUi de SQY est un bon exemple car il intègre des préoccupations locales sur une large échelle et contribue à renforcer la cohérence urbaine.

Les initiatives locales montrent que des politiques innovantes sont possibles pour faire face aux enjeux de violence urbaine. A Trappes, la démocratie participative sur les projets de renouvellement urbain, les comités de quartier, le soutien des associations ont permis de renouer du lien entre les habitants et les institutions. Aussi précaires soient-elles, ces expérimentations montrent que souvent les solutions ne viennent pas que d'en haut et de l'Etat. Il ne faut pas négliger l'importance de reconnaître et de valoriser les médiateurs de rue, les éducateurs spécialisés et les associations. Ils sont nombreux à être aux côtés des habitants pour les aider à accéder aux droits et aux services. Les initiatives locales sont à valoriser et doivent être reconnues et appuyées par l'Etat.

Face aux émeutes urbaines, la succession de réponses ponctuelles, répressives et isolées ne fonctionne pas. Il faut métamorphoser les pratiques des politiques publiques urbaines par quelques principes clés: mieux coordonner, co-construire, territorialiser. Un mode de gouvernance associant l'Etat, les collectivités, les acteurs de terrain et les habitants semble devoir s'imposer pour prévenir durablement les

tensions sociales et restaurer un cadre de vie attirant dans les quartiers populaires. Néanmoins, cette coordination des acteurs publics ne suffit pas pour enrayer les problématiques sociales et urbaines. Les réponses des politiques publiques ont de nombreuses limites structurelles comme le manque de moyens, les temporalités inadaptées et des actions déconnectées de la réalité.

## **2. Les limites des réponses publiques face aux émeutes**

Malgré des efforts visibles dans les réponses des politiques publiques face aux émeutes urbaines que subissent les quartiers sensibles des banlieues, les effets restent mitigés. Plusieurs limites s'imposent.

Il y a une affirmation d'enjeux sociaux et urbains dans les quartiers prioritaires mais les politiques publiques manquent cruellement de moyens. Cela s'est vérifié en 2024 à Trappes: les dégâts matériels mais aussi sociaux ont mis en évidence les limites budgétaires des communes et de l'Etat. Or ces moyens insuffisants compromettent la capacité à agir vite comme à long terme sur le terrain. Actuellement, on peut parler d'urbanisme d'austérité, les institutions sont contraintes par des logiques budgétaires restrictives. "Ces politiques ont entraîné des réductions drastiques des budgets municipaux, la privatisation des services publics et une pression accrue sur les collectivités locales pour qu'elles assument seules les responsabilités sociales et économiques." (Peck, 2012). Le budget public est trop faible face à l'ampleur des besoins des banlieues populaires. A chaque entretien réalisé dans cette enquête, les interviewés évoquent la même chose:

- "On a jamais assez de moyens, une ville comme Trappes il faudrait au moins 20 policiers minimum en police municipale et là on est une dizaine. Les politiques publiques font avec ce qu'ils ont mais ce qu'il faudrait c'est deux fois plus de policiers, augmenter les moyens. Tant qu'il n'y a pas les fonds derrière pour augmenter les effectifs de toute façon, on ne règlera pas ça comme ça." (J.Potard, entretien du 23 janvier 2025).
- "De manière générale, les collectivités les investissements se chiffrent en plusieurs dizaine de milliers d'euros. C'est plutôt prendre les bonnes

décisions. Les moyens c'est plus sur le fonctionnement. Est ce que les pouvoirs publics ont assez de moyens au niveau des écoles, des bailleurs, est-ce qu'il y a suffisamment de moyens? C'est également l'entretien quotidien." (V.Kheirat, entretien du 24 janvier 2025).

Avec des problèmes budgétaires, la municipalité fait moins de projets, obtient moins d'aides de la part de l'Etat qui doit soutenir des centaines de municipalités qui entretiennent une concurrence de l'aide. Les appels à projets, souvent occasionnels et concurrentiels, ne permettent pas de prévoir sur le long terme. Ce fonctionnement limite le champ du dispositif, y compris lorsqu'il s'agit de sujets aussi fondamentaux que la prévention de la violence ou la création de lieux sociaux. Les quartiers en crise subissent donc deux phénomènes: ils concentrent les problématiques urbaines et sociales avec de moins en moins de moyens pour y remédier. L'urbanisme se réduit à un urbanisme de la pénurie qui, au lieu d'enrayer la colère des habitants, ne fait que l'accroître et éloigner toujours plus leur quartier des autres agglomérations.

De plus, dans cette logique, des villes comme Trappes sont constituées en majeure partie de logements sociaux et d'habitants qui bénéficient d'exonérations fiscales partielles ou totales notamment sur la taxe foncière. Ainsi ils ne contribuent pas de manière significative aux impôts locaux et la commune dépend des dotations de l'Etat, des recettes générées par les entreprises et de la fiscalité des propriétaires privés. Cet exemple crée une forte incitation à la gentrification. Certaines municipalités espèrent augmenter leurs rentrées fiscales en attirant des personnes appartenant à des classes sociales plus élevées et ainsi pouvoir développer de nouveaux projets qui attirent les investissements. C'est un choix stratégique qui peut être compréhensible d'un point de vue financier mais qui illustre la dualité entre impératifs économiques et équité sociale.

Outre les infrastructures et les projets d'aménagement, ce sous-financement a une incidence sur la qualité des services publics dans les quartiers. Faute de moyens financiers, certains effectifs sont rognés dans des secteurs pourtant essentiels: agents de propreté, médiateurs, éducateurs spécialisés, policiers municipaux, etc. Plusieurs témoignages rapportent des équipes municipales avec des missions élargies mais des moyens humains identiques voire moindres. Et cela se traduit par

une lassitude institutionnelle, une usure du personnel face à des situations complexes sans avoir ni leviers d'action, ni le temps pour y répondre. L'effritement des services participe ainsi à entretenir le sentiment d'abandon dans les quartiers populaires, dans lesquels les habitants peuvent percevoir une carence de la part des pouvoirs publics, une rareté des interventions, ainsi qu'un défaut d'écoute. La relation des habitants aux institutions s'en voit fragilisée, alimentant une méfiance durable à l'égard de la puissance publique.

Pour répondre à ces besoins, les municipalités peuvent être accompagnées par l'Etat ou l'intercommunalité. Mais ces leviers, bien souvent, restent peu lisibles, contraignants, trop lourds, et sous dimensionnés. A Trappes, les élus locaux ont sollicité des financements de l'ANRU ou encore le fond d'urgence post-émeute. Mais ces financements sont lents à débloquer, soumis à des règles contraignantes et à des dispositifs trop souvent inaccessibles pour les acteurs locaux les plus touchés. Certains dispositifs conditionnent l'accès au financement par la constitution de cofinancements, que les communes les plus en difficulté n'arrivent pas à réunir, tandis que d'autres fixent des critères de ciblage des bénéficiaires, trop éloignés des réalités locales. Cela creuse les écarts entre le moment de la crise et le temps du politique, privant les habitants de réponses concrètes à leurs difficultés sociales et matérielles et générant un sentiment d'abandon.

Les moyens budgétaires et humains des réponses publiques sont un des freins majeurs à la résolution durable des émeutes et à la transformation des quartiers. Ceci peut conduire à repenser les moyens mais également la manière dont ils sont alloués, mobilisés et coordonnés de façon décloisonnée sur le terrain.

Au-delà de cette limite financière et logistique, les réponses publiques subissent une forme d'inertie institutionnelle. Les mécanismes administratifs, le temps de la politique, la lenteur de l'administration ne permettent pas d'être en mesure de réagir promptement aux évolutions rapides et complexes des crises sociales. L'intervention publique apparaît fréquemment en décalage, voire inadaptée face à l'urgence.

Les réponses existent bien souvent avant les crises, elles sont pensées, programmées au travers de schémas stratégiques, de diagnostics territoriaux ou

encore de feuilles de route pluriannuelles. Si ces instruments sont précieux pour se projeter sur le long terme, ils se révèlent en revanche inadaptés pour traiter une crise. En effet, leur caractère fixe ne permet pas de refléter la réalité évolutive des besoins en réponse à l'apparition soudaine de tensions fortes. L'urbanisme se fonde sur une temporalité longue tandis que les crises sont ponctuelles et soudaines. Cette différence de temporalité laisse un décalage entre le moment même de l'événement et la modification des actions stratégiques.

Les dispositifs mis en place tendent à calquer des schémas nationaux qui ne s'appuient pas sur le contexte local. Les politiques de rénovation urbaine ou de prévention sont souvent développées sur des modèles standard, pensés par l'Etat ou de grands opérateurs, sans réelle adaptation à la spécificité des territoires. A Trappes, Elodie Furic, directrice de l'urbanisme, dénonce ces pratiques qui font du copier coller de ce qui se fait à Marseille ou Lyon et qui oublient les particularités historiques, sociales et urbaines locales. Ce manque d'écoute du réel limite l'efficacité des actions et entretient l'idée que les institutions imposent leurs seules solutions sans discussion véritables avec les habitants. Cette idée-là se raréfie à Trappes où la concertation est grandement sollicitée, les projets sont co-construits, c'est une dynamique que d'autres villes devraient mettre en place.

Le plus souvent, les dispositifs mis en place sont rarement évalués. Il est souvent rare d'avoir un retour sur ce qui a marché ou non. On ne prend pas forcément le temps de sonder la population, de mesurer l'effet des mesures d'urgence ou d'identifier les limites des actions entreprises. Les dispositifs inefficaces ou mal adaptés sont souvent reconduits rapidement aux mêmes conditions par facilité ou manque de recul. Ce processus participe au manque de modernisation des politiques publiques. Tout dépend également du positionnement politique du maire qui peut souhaiter changer la dynamique de sa ville ou reproduire des politiques usagées. Il faut aussi que ce maire soit correctement accompagné par les autres échelons politiques.

Cette inertie met en évidence un écart entre le gouvernement et les citoyens. Les réponses tardives, le plus souvent inadaptées à la réalité locale et qui n'ont pas de réels effets, contribuent à un climat de défiance, voire d'indifférence des populations

vis-à-vis des politiques publiques. Les émeutes, au lieu d'inciter le gouvernement à changer de méthode, sont devenues des événements traités dans l'urgence, sans remise en question structurelle. Elles laissent un sentiment complexe: celui d'un retour rapide à la normale, sans la moindre leçon tirée. Cette faible politique n'est pas ressentie à l'échelle de la commune de Trappes qui place sa politique sur les actions sociales et locales directes, néanmoins on peut se poser des questions sur les réponses plus gouvernementales et sur d'autres communes qui ont subi des émeutes.

Finalement, les politiques publiques souffrent d'un manque de réactivité, mais aussi d'un déficit de flexibilité et de territorialisation. L'action publique reste routinière et a du mal à démarrer une profonde rénovation des façons de faire. Alors que l'on attend des politiques publiques qu'elles améliorent la qualité de vie et renforcent le lien social dans les quartiers populaires, il arrive qu'elles aient des effets contraires. Elles creusent parfois davantage encore les inégalités entre territoires, en excluant indirectement leurs habitants les plus précaires, ou bien en stigmatisant encore ceux qui le sont déjà. Ces résultats interrogent sur la cohérence des discours tenus et des actions proposées face aux émeutes.

Les effets peuvent marquer une fragmentation entre les territoires, parfois à l'échelle même d'une seule intercommunalité. Trappes, pourtant située au sein de l'agglomération de SQY, demeure souvent décrite comme une ville à part, où violence, pauvreté et tensions prennent place. Des réponses aux émeutes comme l'occupation policière temporaire ou des discours basés sur la sécurité pourraient entretenir cette image. Quand certaines communes comme Montigny-le-Bretonneux et Guyancourt attirent grâce à des quartiers résidentiels attractifs et un tissu social moins changeant, Trappes souffre de sa réputation. Néanmoins, la municipalité travaille à changer les représentations que se font les autres de ce territoire plein d'opportunités.

Si les objectifs des politiques de rénovation urbaine sont l'amélioration du cadre de vie, elles ont toutefois des conséquences sur la gentrification. En changeant les habitations qui étaient à loyer modéré pour devenir un quartier de maisons individuelles ou d'appartements en accession, les collectivités locales attendent

d'attirer par la même occasion des citoyens plus fortunés et plus imposables. Choisir cette logique va dans le sens de la contrainte budgétaire des villes mais cet effet favorise le départ des locataires dans l'incapacité de se reloger sur place. L'avancée des rénovations de quartier a pour effet d'exclure ou de ne plus donner envie aux résidents de revenir dans leur quartier d'origine. Par ailleurs, les projets de renouvellement urbain peuvent créer des quartiers vitrines qui se traduisent par des chantiers de rénovation et d'embellissement d'une partie du territoire tandis que d'autres continuent de se dégrader, sans espoir proche de réhabilitation. Ces projets peuvent être vécus comme une injustice par les habitants, surtout dans les quartiers négligés par ces projets. De plus, la portée de ces transformations peut parfois paraître symbolique: si les bâtiments évoluent, il n'en est pas de même des conditions de vie et de la situation des habitants si la rénovation n'est pas accompagnée de suivi social, d'emploi et de lutte contre les discriminations.

Enfin, la réponse sécuritaire apportée après les émeutes peut apparaître comme un énième signe d'exclusion, en particulier chez les jeunes habitants. L'importance des outils déployés (policiers, caméras, etc), l'extension des contrôles dans certains quartiers peuvent être ressentis comme des dispositifs qui surveillent plus qu'ils ne protègent. Alors qu'elles visent à ramener la tranquillité, on peut émettre l'hypothèse que ces actions laissent parmi les habitants, un sentiment de rejet qui repose sur l'idée que ceux-ci sont suspects dès lors qu'ils vivent là. Cela creuse une distance entre les institutions et les habitants et renforce le sentiment de défiance et de peur entre l'un et l'autre. Les politiques publiques mises en œuvre après des émeutes peuvent être à l'origine de la perte de liens sociaux et de l'exclusion de territoires alors qu'elles souhaitent le contraire. Ces conséquences peuvent nous induire à repenser les principes qui guident l'action publique dans les quartiers populaires, pour qu'elle ne produise pas de l'exclusion au nom de la mixité.

Les limites des politiques face aux émeutes sont tout autant des moyens insuffisants qu'une action trop lente, trop rigide et déconnectée des besoins locaux. Même si des progrès sont perceptibles, les pouvoirs publics ont du mal à répondre à l'urgence sociale et à endiguer les inégalités. Il faut découvrir et expérimenter d'autres pratiques, plus souples et plus adaptées aux enjeux contemporains des banlieues populaires.

### **3. D'autres alternatives et pistes d'action pour une politique préventive et inclusive**

Les émeutes urbaines ont révélé des dysfonctionnements profonds dans la manière de produire la ville et les dynamiques sociales actuelles mais également dans les réponses des politiques publiques. Il faut identifier des modèles alternatifs d'action publique durable, plus inclusive et transversale. Plusieurs opérations françaises et internationales peuvent être mises en avant.

Premièrement, le Pacte de Grigny (2017) peut être un outil largement diffusé qui permettrait de regrouper plusieurs acteurs sur les problématiques des banlieues populaires et des budgets alloués manquants. En effet, en 2017, l'Etat se désengage de la politique de la ville: les crédits pour les QPV se voient nettement réduits et les élus se sentent abandonnés par le gouvernement. En temps de crise financière, les aides de la politique de la ville sont d'autant plus nécessaires mais avec le désengagement de l'Etat il devient plus compliqué d'obtenir ces aides vitales pour la transformation durable des quartiers en difficultés.

Dès lors, le maire de Grigny, Philippe Rio prend l'initiative de regrouper la parole de 80 maires de territoires en difficulté qui sont en colère. Grigny est une ville d'Essonne qui subit régulièrement des émeutes et des violences. C'est un territoire populaire et sensible qui cumule pauvreté, précarité et violences récurrentes, et dont plusieurs quartiers sont classés QPV. La ville compte énormément sur les aides de l'Etat pour financer des projets de renouvellement urbain, de transition et de politique de la ville. Avec l'urbanisme d'austérité, il devient difficile de trouver une stratégie urbaine qui rentre dans les contraintes budgétaires.

La mobilisation inédite des maires de banlieues se retranscrit dans un pacte: le Pacte de Grigny en 2017 qui alerte le gouvernement sur les problématiques et la montée des tensions dans les banlieues, qui revendique une politique transversale qui pourra répondre à ces difficultés et qui demande un "Plan Marshall" pour les

quartiers en difficultés. Une somme globale pourra être versée à ces quartiers sans faire de distinction, pour aider aux projets urbains, sociaux et économiques de ces territoires, voilà ce que réclame ce pacte en plus d'une politique plus compétente, plus avisée des enjeux et multidisciplinaire. Les élus souhaitent, par cette mobilisation, un engagement fort de l'Etat sur 10 ans ainsi qu'un soutien à l'éducation, aux services publics, à la santé, à l'emploi et à la sécurité. Ils ne veulent plus que la politique de la ville se base uniquement sur quelques critères sociaux et sécuritaires mais bien sur toutes les notions qui englobent la ville.

Ce pacte a vu naître le lancement du rapport Borloo en 2018 qui a pour objectif de relancer la politique de la ville sur les thématiques demandées par les maires. Un plan spécialement dédié aux quartiers prioritaires et sensibles est consécutif à ce rapport en proposant 19 mesures pour les quartiers. Même si ce rapport a été en grande partie enterré, il marque néanmoins l'empreinte de cette mobilisation qui a permis de rouvrir le débat sur la politique de la ville et la nécessité d'un changement de modèle. De plus, le Conseil National des Villes est renforcé pour comprendre les enjeux de chaque ville et pouvoir adapter les politiques.

Le Pacte de Grigny est un outil de mobilisation collective innovant, il va au-delà des schémas classiques de rassemblement et des prises en compte politiques. La mobilisation est horizontale ce qui contribue à la mise en place d'un cadre coopératif entre les différents échelons gouvernementaux mais aussi entre les communes populaires. Il témoigne d'une capacité de contre-pouvoir des territoires, parce que les élus locaux se structurent en réseau pour peser collectivement sur les choix nationaux. Les actions ne sont plus uniquement pensées de façon ponctuelles et individuelles mais cadrées sur des enjeux nationaux et locaux qui permettent une harmonisation.

Ce pacte est aussi un enseignement: la réponse aux violences, aux émeutes et aux inégalités territoriales n'est pas seulement technique, sociale ou sécuritaire, elle est aussi et surtout politique, démocratique et coopérative. Le Pacte de Grigny est une invitation à l'action, celle d'une démocratie territoriale de proximité, où la parole des élus de terrain est remise au centre de l'action publique.

Deuxièmement, on peut évoquer le cas de Gennevilliers, une commune qui prend en compte la santé mentale des jeunes comme outil de prévention. Gennevilliers est une ville populaire des Hauts de Seine qui subit des tensions régulières et qui a des quartiers classés QPV. Elle a une politique sociale déjà bien ambitieuse et efficace.

Pour Gennevilliers, le passage à l'acte violent viendrait d'un mal être des jeunes non compris et non pris en charge. Une des problématiques urbaines et sociales à traiter en priorité est la santé mentale des jeunes des quartiers sensibles. Un état mental dégradé peut engendrer des complications scolaires et sociales, un décrochage scolaire, un repli sur soi, des conflits familiaux et de l'agressivité. Il faut intervenir avant que les signaux de détresse n'apparaissent ou alors les amoindrir directement. Cette réflexion attire l'attention sur les facteurs psychologiques et sociaux plutôt qu'une simple approche sécuritaire. Pour autant, nombreux sont les quartiers dans lesquels les jeunes sont doublement invisibles: ils sont absents des dispositifs conventionnels de soins et contenus dans les représentations publiques. Le constat d'un manque d'infrastructures accessibles et non stigmatisantes pour les jeunes était sans appel.

C'est ainsi que la commune a créé avec le partenariat de l'Agence Régionale de Santé (ARS), des Hauts-de-Seine, des services sociaux et des associations, la Maisons des Adolescents. Le but de cette infrastructure est d'offrir aux jeunes un espace d'écoute et d'accompagnement sur divers sujets mais aussi un relais vers des soins, de l'insertion sociale, professionnelle, et une médiation familiale. Les adolescents ne sont ni jugés ni stigmatisés et peuvent se retrouver ensemble dans un espace sécurisé, ouvert et gratuit. Ce projet est très novateur car il décroise les différents secteurs d'intervention: la santé, l'éducation, la famille et l'insertion sont traités de manière transversale, avec une très forte proximité entre les différents professionnels. Il est basé sur la confiance et l'accueil inconditionnel, ce qui permet aux jeunes en grande difficulté parfois de reprendre goût à la vie et de se sentir considérés, écoutés sans être jugés.

Il n'existe pas d'évaluation scientifique du dispositif mais les acteurs locaux et les professionnels reconnaissent que les résultats sont concluants puisque les jeunes en situation de marginalisation sont repérés plus rapidement et sont pris en charge.

Les conflits ont nettement diminué sur la commune. De plus, un réseau de proximité se développe entre les acteurs de cette maison des adolescents (entre professionnels et entre jeunes) par l'appropriation des lieux et l'interconnaissance entre chaque personne.

C'est un modèle qui n'est pas répressif mais bien équitable, basé sur la santé mentale et la prise en charge en amont pour éliminer les problématiques des banlieues populaires dès le plus jeune âge. Ce modèle pourrait être reproduit dans d'autres QPV si la volonté politique et locale suit le même chemin. Ce cas local invite à repenser la prévention non pas comme un simple réflexe en cas de crise, mais comme un investissement sur le long terme pour le bien être de tous. Il est le reflet d'une vision plus humaine et plus systémique de la ville où les jeunes ne sont pas considérés comme une menace à contenir mais comme une chance à accompagner.

En Ecosse, Glasgow présente une nouvelle notion qui favorise la prévention, le traitement de la violence et la réhabilitation outre que la simple répression. Glasgow était réputée pour être une des villes les plus dangereuses d'Europe et cette image a quelque peu changée. Au lieu de mettre en place des mesures purement répressives, les autorités écossaises ont choisi de traiter la violence comme une épidémie sociale et comportementale, qui nécessite une réponse à long terme, collective et axée sur la guérison, la prévention et la réintégration. "L'Unité écossaise de réduction de la violence est un centre national d'expertise sur la violence. S'appuyant sur une approche de santé publique, l'Unité cherche à identifier, comprendre et traiter les causes profondes de la violence." (svru.co.uk). Le phénomène s'appelle Violence Reduction Unit (VRU), il lutte contre la violence depuis 2005 quand les autorités ont remarqué une forte hausse de celle-ci. La VRU repose sur l'idée que la police, les services sociaux, les équipes de santé, de l'éducation et des ONG travaillent ensemble avec des éducateurs de rue pour intervenir en amont des violences et les endiguer notamment avec les jeunes. Cette politique s'attaque à la source du problème. Les jeunes qui pourraient basculer dans la violence sont repérés et suivis individuellement. Les travailleurs de terrain interviennent dans les quartiers pour apaiser les rivalités mais aussi pour aider les

victimes et les éventuels agresseurs. Des programmes de récupération des armes en échange de formations professionnelles et de médiation sont proposés.

Le gouvernement écossais avec la mise en place de la VRU a pu confirmer, dans le rapport annuel de la Scottish Violence Reduction Unit, une nette amélioration de la relation entre les forces de l'ordre et la communauté locale, une réduction significative de la violence dans la ville autrefois surnommée capitale du crime en Europe, et une reconnaissance internationale du bon fonctionnement. Le climat s'est quelque peu amélioré dans les quartiers sensibles. La VRU prône une solution durable plus qu'une solution simplement punitive une fois le passage à l'acte fait. Le modèle écossais se distingue par son caractère multidisciplinaire, c'est-à-dire qu'il conçoit la violence comme le reflet de problèmes sociaux plus profonds et non pas seulement une crise de la sécurité. Ainsi, on retrouve la VRU, mais avec une approche intégrée de la santé mentale, l'insertion, la famille, l'enseignement et l'éducation, en lien avec les services publics.

Ce travail peut ainsi inspirer la France, dans des quartiers souvent marqués par des phénomènes de violence entre jeunes ou de relations tendues avec les forces de l'ordre. La VRU montre qu'il est possible de passer d'une logique de gestion de crise à une approche de long terme, basée sur la confiance et la proximité. Les objectifs rejoignent ceux des initiatives menées en France dans des quartiers sensibles: conseils de quartier qui permettent aux jeunes et aux policiers de discuter paisiblement. Mais la VRU fait mieux, elle montre que les problèmes doivent être traités de manière plus approfondie, il est possible de parvenir à des résultats mesurables à travers une coopération solide.

L'Ecosse remet en question la façon dont la lutte contre les violences urbaines est traditionnellement menée en France et apporte une alternative crédible, efficace et humaine. Elle rappelle que l'on ne réduit pas la violence en punissant davantage mais en comprenant mieux.

La diversité des exemples illustre leur pertinence et leur efficacité pour s'inspirer des meilleures pratiques et coopérer avec d'autres villes partageant les mêmes problématiques. Ces différentes démarches marquent la volonté de rompre avec une

approche sécuritaire, ponctuelle ou technocratique des émeutes urbaines. Qu'elles soient issues d'initiatives locales ou de politiques nationales innovantes, ces alternatives partagent la même exigence de co-construction avec les habitants, la prévention sur les causes sociales et psychologiques et une approche transversale impliquant différents domaines. Ces exemples mettent en valeur comment les habitants et les citoyens, les organisations et les pouvoirs publics arrivent à apaiser durablement les tensions des quartiers populaires. Ainsi, ces solutions soulèvent des axes pour une politique publique profondément renouvelée, plus équitable et participative. Mais pour qu'elles se généralisent, il faut un volontarisme politique fort, des financements stabilisés et une harmonisation de la gouvernance des villes. Les territoires les plus fragiles ne deviendront des lieux d'innovation sociale que s'ils sont reconnus comme tels.

La gestion des violences urbaines, aussi compliquée soit-elle, dévoile des maux profonds dans la gouvernance publique qui est divisée, conflictuelle, en manque de temps et avec une mauvaise communication. L'exemple de Trappes montre des pouvoirs publics certes nombreux mais souvent peu coordonnés entre eux (Etat, collectivités locales, intercommunalités) qui travaillent en silos sans ambition commune. Les nouveaux outils présents et innovants restent encore largement ignorés, sous utilisés ou pas adaptés à la hauteur des crises. L'organisation cloisonnée se concentre davantage sur la sanction que la prévention, renforçant un sentiment de ghetto à l'écart des centres-villes et amoindrissant l'efficacité des politiques publiques. Il est donc nécessaire de repenser les logiques pour aller vers plus de co-construction, de territorialisation et de réelle coordination entre les acteurs. Sans cette transformation, les solutions resteront souvent invisibles et inefficaces pour répondre aux attentes des habitants.

## **Conclusion**

Ce mémoire donne l'occasion de se plonger au cœur d'un phénomène complexe: les émeutes urbaines, comme signe du malaise social, territorial et institutionnel. L'exemple de Trappes, illustre que ces violences sont des actes d'insurrections collectives nés d'années de relégation spatiale et de déséquilibres humains et sociaux. Les événements de 2023, déclenchés par l'assassinat de Nahel à Nanterre, sont venus ranimer la colère qui couvait dans des quartiers où le ressentiment est aussi ancien que les inégalités.

Une tension fondamentale nous est apparue: celle qui traverse les politiques publiques, d'un côté, une ambition de transformation sociale et urbaine, et de l'autre, une politique de contrôle sécuritaire. Si des efforts ont été entrepris pour changer l'image de la ville, rénover le bâti et renforcer l'offre d'équipements, ces avancées se confrontent la plupart du temps à un objectif de sécurité, tenu par l'Etat et la police, qui est enclin à dominer les dynamiques de long terme.

Les réponses publiques en France restent très éclatées, parfois réactives et surtout largement déconnectées du vécu des habitants. La rénovation urbaine pose des questions quant aux conditions de maintien des habitants les plus précaires, à la réalité de la mixité sociale et à la prise en compte de toutes et tous dans les projets de transformation. Enfin, la réponse policière contribue également à fragiliser le lien de confiance avec les institutions et à renforcer la stigmatisation des quartiers populaires.

La ville de Trappes se distingue par une volonté de dépasser cette dualité. Elle veut faire cohabiter avenir et espace public avec les objectifs de renouvellement urbain ambitieux, désir d'intégration de la population sur place et volonté de fédérer les habitants autour de prises de décision qui les concernent. Par le choix de ces politiques, son goût pour une urbanisation à l'échelle humaine, sa prise en compte de la diversité des besoins et enfin pour la qualité de ses pratiques de concertation, Trappes est une ville laboratoire. Elle veut construire une réponse plus juste, plus humaine et plus innovante pour apaiser les conflits de la ville. C'est une expérience

louable qui peut être porteuse d'inspiration pour d'autres communes confrontées à la même situation. La vraie réussite de Trappes tiendra à sa capacité de viser haut en termes de projets urbains, de rester pleinement inclusive et reconnaissante de l'importance de ses habitants.

## **Bibliographie**

- Bacqué, R., & Chemin, A. (2018). *La Communauté*. ALBIN MICHEL.
- Bailleau, F. (2005). Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses. *Sociologie du travail*, 47(2),
- Bauer, A., & Freynet, F. (2009). Les études de sûreté et de sécurité publique : Contenu et limites. *Que sais-je ?*, 3818, 49-106.
- Bauer, A., & Soullez, C. (2011). *Les politiques publiques de sécurité*.
- Becker, H. S. (1967). Whose Side Are We On? *Social Problems*, 14(3), 239-247.
- Benbouzid, B. (2010). Urbanisme et prévention situationnelle : Le cas de la dispute des professionnels à Lyon. *Métropoles*, 8, Article 8.
- Bertereau, C., Marbot, E., & Chaudat, P. (2019). Positionnement épistémologique et orientation de la recherche : Un focus sur l'étude des stéréotypes. *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, 348(1), 51-66.
- Boquet, M. (2008). *Les banlieues entre ouverture et fermeture : Réalités et représentations de l'enclavement dans les quartiers urbains défavorisés*.
- Chabanet, D., & Weppe, X. (2017). Pourquoi les émeutiers s'en prennent-ils aux services publics ? *Revue française d'administration publique*, 163(3), 631-644.
- Collet, A., & Koukoui, O. (2018). La place des espaces publics dans les programmes de rénovation urbaine. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 67(1), 34-35.
- Coupié, T., Giret, J.-F., & Moullet, S. (2010). Lieu de résidence et discrimination salariale : Le cas des jeunes habitant dans une zone urbaine sensible. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 433-434, 47.
- Destéfanis, M. & Centre d'Etudes de l'Emploi (Éds.). (2005). *Dans une zone urbaine sensible : Les acteurs de l'éducation et de l'insertion des jeunes « en difficulté »*. CEE.
- Donzelot, J. (2015). *À quoi sert la rénovation urbaine ?* Humensis.
- Dubé, F., & Lapeyronnie, D. (1992). *Les Quartiers d'exil*. Le Seuil.

- Epstein, R., Guenot, M., & Jobard, F. (2023). Émeutes urbaines, sciences sociales et action publique: Mouvements et stagnations dans la politique de la ville et les politiques de sécurité. *Zilsel*, 13(2), 11-22.
- Gosselin, C. (2018). Le développement de la prévention situationnelle : Une réponse technique à des besoins sociaux ? *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 67(1), 28-29.
- Kertudo, P., Petit, C., Hille, J. V., Vanoni, D., Bonetti, M., & Laforgue, J.-D. (2018). Les effets de la rénovation urbaine sur la gestion urbaine de proximité et la tranquillité publique (I). *Recherche sociale*, 225(1), 5-96.
- Kokoreff, M. (2006). Sociologie de l'émeute : Les dimensions de l'action en question. *Déviante et Société*, 30(4), 521-533.
- Lagrange, H. (2008). Émeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique. *Revue française de science politique*, 58(3), 377-401.
- Lapeyronnie, D. (2006). Révolte primitive dans les banlieues françaises: Essai sur les émeutes de l'automne 2005. *Déviante et Société*, 30(4), 431-448.
- Lapeyronnie, D., Beaud, S., Epstein, R., Ferry, L., Kirszbaum, T., Kokoreff, M., MOHAMMED, M., Mucchielli, L., & RIVAYRAND, S. (2006). Dossier : Comprendre les violences urbaines. *Regards sur l'actualité*, n° 319, 3-80.
- Lelévrier, C. (2010). La mixité dans la rénovation urbaine : Dispersion ou re-concentration ? *Espaces et sociétés*, 140141(1), 59-74.
- Loudier-Malgouyres, C., & Vallet, B. (s. d.). *L'influence de la sécurité sur la conception urbaine*.
- L'Union sociale pour l'habitat. (s. d.). *Qualité urbaine et prévention situationnelle*.
- Mucchielli, L. (2012). L'émeute, forme élémentaire de la protestation. *Cités*, 50(2), 49-56.
- Oberti, M. G.-L. G. & M. (2024). Les territoires des émeutes. *La Vie des idées*.
- Pala, V. S. (s. d.). *Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines*.

- Parisse, J., & Porte, E. (2022). Les démarches d'« aller vers » dans le travail social : Une mise en perspective. *Cahiers de l'action*, 59(2), 9-16.
- Richard, J.-L. (2020). Mixité sociale. In *Dictionnaire des politiques territoriales* (Vol. 2, p. 361-366). Presses de Sciences Po.
- Rival, M., & Ruano-Borbalan, J.-C. (2017). La fabrique des politiques publiques co-construites : Idéologie et pratiques innovantes. *Politiques & management public*, 34(1), 5-16.
- Roché, S. (2006). *Le frisson de l'émeute*.
- Rondeau, K., Paillé, P., & Bédard, E. (2023). La confection d'un guide d'entretien pas à pas dans l'enquête qualitative. *Recherches qualitatives*, 42(1), 5-29.
- Valentin, P. (s. d.). *Politique culturelle et liens sociaux*.
- Wyvekens, A. (s. d.). *Qualité et sécurité des espaces urbains : Une autre « "prévention situationnelle" »*.
- Wyvekens, A. (2008). Quand l'urbain rencontre la sécurité. La prévention situationnelle en France aujourd'hui. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 9-10, 887.

## **Annexes**

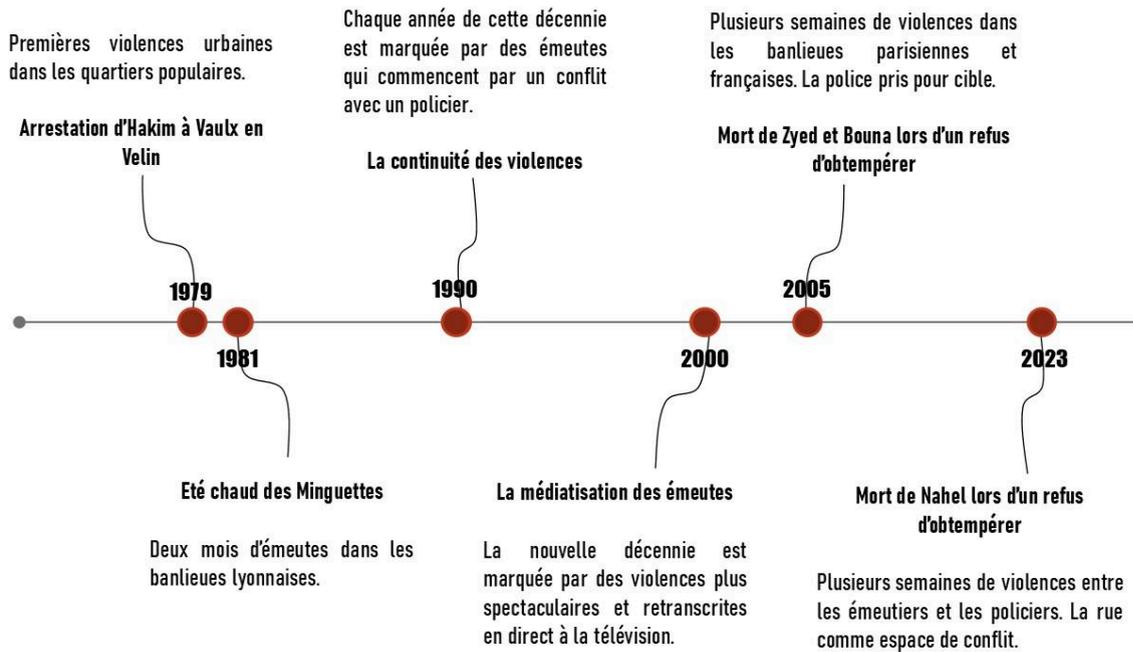
Annexe 1: Frise chronologique des émeutes en France depuis 1979

Annexe 2: Frise chronologique des émeutes de 2023 à Trappes

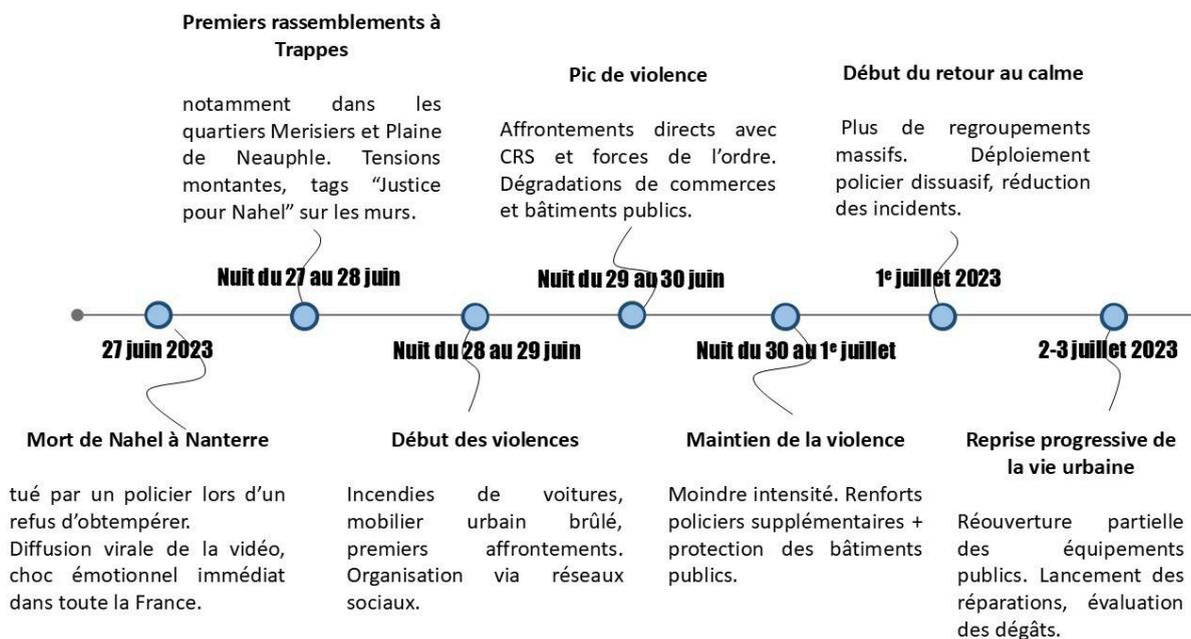
Annexe 3: Exemple de fiche d'entretien réalisé pendant l'enquête

Annexe 4: Liste des abréviations utilisées

Annexe 5: Usage de l'intelligence artificielle



Annexe 1: Frise chronologique des émeutes en France depuis 1979. Réalisation: Julianna Trogneux



Annexe 2: Frise chronologique des émeutes de 2023 à Trappes. Réalisation: Julianna Trogneux

Thèmes	Questions
Présentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pouvez-vous vous <b>présenter rapidement</b> ? (parcours scolaire et professionnel)</li> <li>- Quels sont <b>les projets en cours</b> sur lesquels vous travaillez?</li> </ul>
Urbanisme à Trappes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment s'articule <b>le partenariat</b> entre le service renouvellement urbain de SQY et le service urbanisme de Trappes ?</li> <li>- Le <b>NPNRU à Trappes</b>, ça se passe comment ?</li> <li>- <b>Comment les quartiers</b> ont été choisis ?</li> <li>- <b>La concertation importante et obligatoire</b></li> <li>- Quels <b>sont les principaux objectifs</b> en matière d'aménagement sur ces quartiers-là?</li> </ul>
Emeutes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelle est votre <b>définition</b> des émeutes ?</li> <li>- Quelles sont pour vous les <b>conséquences des émeutes sur l'espace urbain sur ces quartiers?</b></li> <li>- La <b>vision de l'urbanisme</b> change-t-elle dans un territoire qui vit souvent des émeutes ?</li> </ul>
Politique urbaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avez-vous <b>des consignes sur les projets</b> concernant <b>un urbanisme dissuasif ou sécuritaire</b> ?</li> <li>- Pouvez vous me parler de <b>l'étude de sureté et sécurité</b> mis en place avec le NPNRU ?</li> <li>- Y a-t-il <b>des éléments</b> mis en place en terme d'urbanisme pour <b>éviter les conséquences des émeutes</b> (type feu de poubelle et voiture, casse de commerce et d'infrastructures publiques ou privées) : école sécurisée, vidéosurveillance, placement des parkings etc. Est-ce que c'est <b>réfléchi pour la sécurité</b> ?</li> </ul>
Avis et débats	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-ce que <b>la mixité sociale</b> peut jouer sur les émeutes et les conséquences urbaines ?</li> <li>- Quel est <b>votre avis professionnel et votre avis personnel</b> ?</li> <li>- Aujourd'hui les urbanistes <b>ont-ils assez de moyens</b> (financiers, réglementaires, etc) pour répondre à ces enjeux ?</li> </ul>

Annexe 3: Exemple de fiche d'entretien réalisé pendant l'enquête. Réalisation: Julianna Trogneux

#### Annexe 4: Liste des abréviations

ANCT: Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

ANRU: Agence Nationale de Renouvellement Urbain

ARS: Agence Régionale de Santé

BRI: Brigade de Recherche et d'Intervention

CLSPD: Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance

CRS: Compagnies Républicaines de Sécurité

ESSP: Etude de Sûreté et de Sécurité Publique

INSEE: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

NPNRU: Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

PLUi: Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PNRU: Programme National de Renouvellement Urbain

PRU: Programme de Renouvellement Urbain

QPV: Quartier Prioritaire de la Ville

SQY: Saint-Quentin-en-Yvelines

VRU: Violence Reduction Unit

ZFU: Zone Franche Urbaine

ZRU: Zone de Redynamisation Urbaine

ZUS: Zone Urbaine Sensible

## Annexe 5: Usage de l'intelligence artificielle

Dans le cadre de ce mémoire, un seul outil d'intelligence artificielle a été utilisé: [Restream.io](https://restream.io) afin de retranscrire un audio d'entretien en texte. Il a été utilisé à une seule reprise pour un seul entretien. Les autres entretiens ont été transcrits manuellement.

Aucun autre outil d'intelligence artificielle n'apparaît dans ce mémoire.